

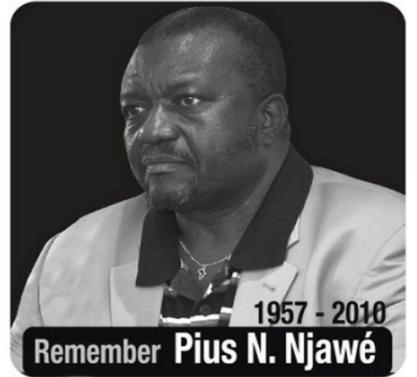
Le Messenger

A l'écoute du peuple

Fondateur : **Pius N. NJAWE** Directeur de publication: **Jean François CHANNON**

N° 5187 DU MERCREDI 14 NOVEMBRE 2018 CAMEROUN 400 F.CFA

Quotidien



Bertoua-Yokadouma

Le chemin de croix des usagers



• *Le mauvais état de la route, accentué par la saison pluvieuse augmente la durée du voyage, non sans provoquer la hausse des coûts de transport qui passe du simple au triple. Un calvaire qui dure depuis plus de 5 ans* **P.9**

Sécurité aéronautique

Jean-Ernest Ngallè Bibèhè dément l'ambassadeur des Etats-Unis

• *Dans un communiqué de presse, le ministre des Transports répond à Peter Barlerin* **P.5**

Présidentielle en Rdc

Les démons du Cameroun hantent l'opposition congolaise

• *En refusant la coalition, cette opposition se tire une balle dans le pied alors que les portes du Palais lui étaient largement ouvertes* **P.5**

Recrutement des enseignants

Paul Biya ouvre son septennat par une imposture

• *Le recrutement de 2000 enseignants titulaires de Phd dans les universités d'Etat, cache un autre recrutement de 4000 enseignants qui n'a jamais été effectué* **P.4**

Au coeur de la société

Par Edouard KINGUE

Mathias Mouendé, Le prince Fogué, Olinga Ndoa, Josiane Kouagheu, Mimi Mefo, Michel Biem Tong etc. On a parlé d'environ 11 journalistes interpellés depuis la période post-électorale. Cela fait un peu désordre, vous ne croyez pas ? Pour un pays en voie d'émergence en transit, la liberté d'expression aurait été le support idéal d'un débat pour trouver le moyen d'avancer, en dehors du canal de la pensée unique.

La mise sous clé de Michel Biem Tong ; cyber-journaliste et de la rédactrice en chef adjoint et présentatrice vedette de la chaîne de télévision Equinoxe Tv, Mimi Mefo qui a été incarcérée et écrouée à la prison de New-Bell, placée en détention provisoire par le commissaire du gouvernement près du tribunal militaire de Douala, selon Me Nom qui a qualifié ses chefs d'inculpation de « rocambolesques » n'a heureusement pas prospéré. Les pressions venues de part et d'autre ont eu raison du tout répressif. Mimi Mefo a été libérée... manu militari par ceux-là mêmes qui l'ont enfermée de la même manière. Quant à Michel Biem Tong, il est jugé activiste, ça fait problème. Dans le couloir judiciaire où il est placé, il est à craindre que même la grande presse soit moins radicale pour sa libération. Deux poids, deux mesures ?

« Si on t'explique le Cameroun tu comprends quelque chose, c'est qu'on ne t'a pas bien expliqué ». A ce propos, le texte d'un internaute a attiré notre attention sur le comportement à deux vitesses des compatriotes, qu'ils soient de l'intérieur ou de la diaspora. Il n'y a qu'un Camerounais pour combattre l'autre Camerounais. L'unanimité n'est pas de mise pour un sujet ou un autre. On a qu'à se référer au fait qu'il n'existe aucune entreprise, société, association dans le pays, cogéré par deux Camerounais. Autant on n'a jamais vu la queue d'une souris dans l'oreille d'un chat, autant on ne

verra jamais deux Camerounais se mettre ensemble pour créer ne serait ce qu'une structure de vente d'eau glacée. Mais on verra arriver d'autres pour être les bâtons dans les roues de celui qui s'essaye à produire.

Selon l'internaute, « quand les enseignants font grève pour revendiquer un meilleur traitement, on utilise d'autres enseignants pour les combattre. Quand les médecins réclament les meilleures conditions de travail, c'est d'autres médecins qui viennent les combattre. Quand les étudiants réclament un meilleur cadre d'étude, c'est d'autres étudiants qu'on utilise pour les combattre. Quand les journalistes réclament plus de libertés dans l'exercice de leur métier, c'est leurs confrères qui tirent sur eux. Quand les artistes revendiquent leurs droits, leurs collègues créent un autre front. Quand les opposants dénoncent les déviances du régime et exigent la mise d'un cadre électoral consensuel, c'est le G20 de l'opposition qui monte au créneau pour les combattre. Quand le peuple essaye de se lever pour crier son ras-le-bol, c'est l'autre partie du peuple qui menace de les découper avec les machettes ».

C'est quelle qualité de pays ça ?

"Par les temps qui courent, il ne fait pas bon vivre au Cameroun", me rappelait, il y a quelques jours, un grand ami français auprès de qui j'ai beaucoup appris de l'histoire de l'influence de la gauche radicale dans la construction du mouvement syndical au Cameroun.

« Il n'est pas le seul à partager cette inquiétude. Toutes les figures du progressisme camerounais admettent que les voyants politiques sont dans le rouge. Le signe d'une régression dangereuse qui ne cesse d'altérer chaque jour la paix et la cohésion de notre chère nation ».

Auto-flagellation

Derrière la façade démocratique qu'on brandit tel un trophée aux partenaires internationaux, se révèle progressivement le visage hideux et boursofflé d'une des plus vieilles dictatures d'Afrique, rongée par la corruption, le clientélisme, le népotisme et l'inertie.

Pour un autre intervenant au drôle de débat camerounais qui a cours depuis la période électorale, « l'ouverture de la décennie 90, acquise au prix de nombreuses luttes internes conjuguées aux pressions internationales, avait suscité beaucoup d'espoir. Seulement, la parenthèse pluraliste sera assez courte pour sécréter des forces politiques et sociales suffisamment puissantes pour pérenniser l'héritage démocratique. À chaque nouveau septennat son lot de supplices. Les pratiques les plus anciennes refont soudainement surface. Les rituels d'encampement, de musellement et d'humiliation auxquels on soumettait inévitablement tous les dissidents politiques après l'adoption de la loi antisubversive de 1962, refont leur apparition sous un nouveau jour. Le tribunal militaire, les cellules obscures et malodorantes de la police judiciaire, les prisons de New Bell, Kondengui, Bamenda, Maroua ont remplacé les camps de Mantoum, Tcholliré et Mokolo où disparaissaient tous ceux qui osaient lever la tête contre l'impitoyable régime d'Ahidjo. Intimidations, interpellations, violences policières, arrestations arbitraires, tortures contre les plus téméraires », font désormais partie de notre Adn.

Que faire ? La lutte contre la subversion des années Ahidjo a donc fait place à la lutte contre le terrorisme. Les deux époques ont engendré des martyrs... que personne ne reconnaîtra. Au Cameroun, tout est fait pour nier notre identité. L'autoflagellation est la règle d'or

Quel temps fera-t-il demain ?...
Bon mercredi et à mercredi

TRANSPORT

Des véhicules de marque MAN distribués au Cameroun

C'est par la présentation de quelques modèles de camions de ce géant mondial de l'automobile que l'annonce a été faite en grande pompe dans les installations de l'importateur BIA, concessionnaire exclusif au Cameroun

C'est officiel depuis le 08 novembre dernier : les véhicules et services du fabricant Allemand MAN sont désormais distribués au Cameroun. L'exclusivité de cette distribution est accordée à l'entreprise Belge BIA, dont les installations situées à Bassa (ex-base Sumoca) à Douala III ont servi de cadre à la présentation à la presse et au public de quelques modèles triés sur le volet.

Il s'agit entre autre, selon les responsables, de Tgs-Ww 6*4 en 33 tonnes et tracteurs Tgm 4*2 en 18 tonnes dont « le moteur, la boîte à vitesse, les dimensions de la cabine, le système de freinage, les essieux, les suspensions, le châssis et autres équipements de navigation ont des caractéristiques garantissant simplicité, robustesse et puissance », s'en vente le concessionnaire.



« Des camions utilisables dans le domaine des transports et logistique, les carrières, la forêt... » Explique PirIvedi, directeur produits pour le Centre Importateur Afrique du Nord, de l'Ouest, de l'Est et Centrale. Qui fait remarquer aussi que le cœur de métier de l'entreprise est la fabrication de moteurs pour camion, navire, tracteur et des machines. Des produits qui sont désormais

mis à la disposition de tous, grâce, apprend-on, au partenariat signé avec le distributeur BIA qui assurera par ailleurs le service après-vente. « Nous partons à l'assaut du marché camerounais avec la certitude d'offrir aux entrepreneurs, aux transporteurs, aux forestiers, aux distributeurs ou encore aux industriels un produit d'exception, parfaitement adapté à leurs besoins et aux

exigences particulières du Cameroun », explique Thomas Crabett, directeur général de BIA Cameroun.

Il faut dire que ce lancement officiel au Cameroun de la distribution des véhicules MAN par BIA, s'est fait en présence d'Emmanuel BIA, administrateur du groupe, du consul de Belgique au Cameroun, du représentant du ministre des Transports du Cameroun et des opera-

teurs économiques.

Présent depuis plus de 116 ans dans le secteur des mines et des travaux publics en Europe et en Afrique, le groupe BIA est installé dans plus de 20 pays africains.

A en croire le directeur produits pour le centre importateur Afrique du Nord, de l'Ouest, de l'Est et Centrale, « la marque Man est synonyme, dans le monde entier, d'efficacité, d'innovation et de proximité à l'égard de sa clientèle. Ainsi, la confiance de nos clients, basée sur la fiabilité des produits MAN, s'avère être la clé de notre succès. Tel que le prouve notre expérience de plus de 100 ans dans le domaine des camions et des bus : L'efficacité est, pour nous, bien plus qu'une marque de fabrique ». Par ailleurs, confie-t-il à la presse, « notre gamme de produits, dans le domaine des bus, comporte, outre les châssis, les bus urbains, les cars de tourisme et les bus interurbains. Grâce à leur fort rendement, leurs performances écologiques exemplaires, ainsi que leur degré élevé de confort et de sécurité, les bus MAN se distinguent par leur qualité supérieure, et répondent ainsi à l'ensemble des exigences de notre clientèle ».

Marlyse Sibatcheu

DISTINCTIONS

Des acteurs sociopolitiques récompensés

Sous l'initiative de l'Acacom, les Awards de la présidentielle ont décerné le 10 novembre 2018, des prix aux différents acteurs de la scène sociopolitique qui ont marqué l'élection présidentielle du 7 octobre 2018.

Pour une première, on peut coller la mention bien. Les Awards de la présidentielle 2018 ont tenu le pari. Pari osé, pari gagné ! L'événement qui s'est déroulé à l'hôtel Hilton de Yaoundé le 10 novembre dernier a drainé du beau monde. Personnalités de premier plan, public Vip, invités triés sur le volet, des artistes à la renommée établie, le show sociopolitique de cette fin d'année a tenu la dragée haute. Initiative de l'Association camerounaise de communication (Acacom), les Awards de la présidentielle avaient pour ambitions de récompenser les acteurs politiques, sociaux, universitaires, hommes d'affaires et les membres de la société civile, qui se sont distingués au cours du dernier processus électoral qui a vu la victoire du candidat Paul Biya. C'est d'ailleurs le président Biya qui s'est vu décerner le prix le plus prestigieux de la soirée, ainsi que son épouse, la première dame Chantal Biya. Même si le couple présidentiel n'a pas effectué le déplacement de l'hôtel Hilton, il n'en demeure pas moins qu'ils y ont été représentés et y ont prêté une oreille attentive, eux qui sont les acteurs politiques de l'année.

Fair-play

Le prix du couple présidentiel faisait ainsi partie de la cinquantaine de distinctions attribuées aux plus méritants. Du prix du jeune engagé en politique, au prix de la gestion sécuritaire, en passant par les prix des députés, des promoteurs du vivre ensemble, des politiques proches de leurs populations, de fair-play, etc.



tous ceux qui ont œuvré d'une manière ou d'une autre à la réussite de cette élection ont obtenu la reconnaissance d'Acacom. Le ministre des Mines, de l'industrie et du Développement technologique, Ernest Ngwaboubou qui a personnellement pris part à la cérémonie, s'est vu décerner un prix pour son engagement et les résultats obtenus dans son département de la Kadey à l'Est Cameroun. Il n'a pas manqué de traduire son émotion au moment où il a reçu son diplôme. On peut aussi citer le ministre du Travail et de la Sécurité sociale, Grégoire Owona représenté, qui a reçu le prix de la plus grande défense de la victoire de Paul Biya à la présidentielle.

La particularité des Awards de la présidentielle 2018 est qu'elle n'a pas fait la part belle seulement aux personnalités engagées aux côtés du président de la République. L'opposition y a aussi été considérée. C'est ainsi que le candidat malheureux du Sdf Joshua Osih s'est vu décerner le prix du candidat fair-play. Il faut rappeler que ce dernier, arrivé quatrième à la

présidentielle, a reconnu la victoire de Paul Biya. Ce qui lui a valu la sympathie du public et les assurances du jury. L'autre prix remis à l'opposition a été celui de la révélation à Cabral Libii, arrivé troisième au scrutin du 7 octobre. Son représentant, a lui aussi rappelé qu'ils reconnaissent la victoire du président entrant, mais assurent se préparer pour les futures échéances au cours desquelles ils ne feront pas de cadeau à leurs adversaires. Son discours a d'ailleurs été applaudi par l'assistance.

Le Messenger honoré

L'événement en tout cas, fut un succès. Il restera dans les annales comme le tout premier du genre. D'ailleurs, les médias qui ont porté cette initiative ont été reconnus à leur juste valeur. Même si dans la salle, seulement quelques uns ont reçu leurs prix (Radio Tiéméni Siantou, Journal Epervier, Jean Jacques Zé), il faut dire que dans les distinctions de l'Acacom consignées dans ses mémoires, figurent une

panoplie de médias qui ont accompagné les Awards de la présidentielle, au rang desquels *Le Messenger*, *Cameroun Tribune*, *Mutations*, *Canal 2*, *Equinoxe Tv*, etc.

Pour le président du comité d'organisation, Zéphirin Koloko, « Nous avons assisté à un événement inédit. Notre objectif a été atteint dans la mesure où l'événement a rassemblé du beau monde. C'était d'ailleurs notre ambition, réunir autour d'une même table les acteurs politiques de différents bords. Nous avons tous vu que c'est possible et que les Camerounais peuvent ensemble regarder dans la même direction. Nous profitons pour dire merci à tous ceux qui ont marqué de leur présence cette cérémonie. Nous disons notre reconnaissance aux autorités camerounaises pour l'accompagnement. Dire à tous ceux qui n'ont pas reçu de prix qu'ils n'ont pas démerité, les prochaines fois sans doutes, ils auront des prix. Merci au public et on se donne rendez-vous pour une prochaine édition ».

Achille KAMGA

PACIFICATION ET CONCILIATION

Des « fantômes » pour sauver le Cameroun

Mettre sur pied un « Ghost cabinet » pour assurer le suivi et l'évaluation du processus de pacification et de conciliation du peuple camerounais. L'idée est celle d'un jeune qui croit en la force de ses actions.

Réussira-t-il où le pouvoir a échoué ? En tout cas, il ne manque pas d'ambitions et propose des pistes de sortie de crises sécuritaires auxquelles fait face le Cameroun depuis un moment. Lui, c'est Christian Mboéna. Le président-fondateur de l'association « la force de l'Excellence » (Fex) dit avoir la panacée aux maux qui divisent notre pays. Il propose donc, pour « le processus de pacification et de conciliation de notre chère Patrie avec sa Terre chérie », quatre



étapes majeures, contenues dans ce qu'il appelle « Le sentier de la paix : vers un Cameroun pacifié et concilié avec lui-même ».

La première étape consis-

tera à dénicher les causes de précarité sécuritaire auxquelles fait face le Cameroun. Christian Mboéna fait référence précisément aux causes directes, les causes indirectes, les causes endogènes et les causes exogènes d'une part et d'autre part, les causes historiques, géopolitiques et socio culturelles. La deuxième étape selon le jeune Camerounais sera d'identifier, cibler et catégoriser les interlocuteurs. « Avec qui dialoguer ? Comment et où Dialoguer ? Oui! Urgent? Oui! Mais, avec qui donc...? », s'interroge-t-il.

La troisième étape sera d'identifier les leviers sur lesquels il faudra actionner en rapport avec chaque cause : levier militaire (désarmement), levier politique, levier économique et levier socio culturel. Et enfin, la quatrième étape, créer un « Ghost Cabinet » (Cabinet fantôme)

pour le suivi et l'évaluation du processus de pacification et de conciliation. Voilà comment le président-fondateur de la Fex entend résoudre les problèmes sécuritaires face à un gouvernement impuissant. Il indique aussi qu'il faut retourner aux valeurs cardinales qui fondent l'humanité. Et « exhorte la nation tout entière à revenir sur ces valeurs fondamentales : Amour, Vérité, Justice, Non violence et Paix ».

Les citoyens et les autorités camerounaises seront sans doute davantage édifiés sur le plan de pacification et de conciliation du Cameroun à l'occasion de la tenue du Congrès de l'Association « La force de l'excellence » le 22 décembre 2018 prochain. Un point de presse y sera organisé à cet effet.

Achille KAMGA

RECRUTEMENT DES ENSEIGNANTS

Paul Biya ouvre son septennat par une imposture

En ordonnant, hier en fin d'après midi, le recrutement de 2000 enseignants titulaires d'un Phd, dans les universités d'Etat, Paul Biya vient masquer un autre recrutement de 4000 enseignants ordonné par lui-même et qui n'a jamais connu son aboutissement.

Septennat de « grandes opportunités » ou septennat de grandes impostures ? C'est la question qu'il faut pour le moins se poser. Hier en fin d'après midi, le président de la République a signé son tout premier décret depuis sa prestation de serment le 06 novembre dernier. Dans ce décret, Paul Biya ordonne le recrutement direct de 2000 jeunes Camerounais de tous les sexes, résidant au Cameroun et à l'étranger, titulaire d'un Phd. Cette mesure s'étendra sur 03 ans, ainsi, mille enseignants seront recrutés au cours de l'année 2019, cinq cent en 2020 et les cinq cent autres en 2021.

Cette grande annonce sonne malheureusement comme une grande imposture à l'ouverture de ce nouveau mandat dit de « grandes opportunités ». En effet, par une correspondance datant du 22 février 2018, le



Secrétaire général à la présidence de la République (Sgpr) Ferdinand Ngo Ngo adressait une correspondance à Séraphin Magloire Fouda, Secrétaire général du Premier ministre (Sgpm). Dans cette correspondance, Ferdinand Ngo Ngo demandait à son homologue Séraphin Magloire de veiller au recrutement spécial, autorisé par le chef de l'Etat, de quatre mille titulaires de doctorat Phd. Plus de 08 mois après, ce recrutement n'avait jamais connu son aboutissement. C'est ce qui a poussé le collectif baptisé « Revaloriser l'école par

l'emploi des docteurs » à envahir les locaux du ministère de l'Enseignement supérieur le 07 octobre dernier.

Fame Ndongu

Au cours de cette manifestation, qui a réuni plusieurs dizaines de chercheurs, le porte-parole du collectif, Dr Moïse Tameken a été clair, le recrutement ordonné depuis le mois de février était encore bloqué dans les services du ministère de l'Enseignement supérieur. Au sortir de la causerie qu'ils ont eue avec Jacques Fame Ndongu,

le porte parole du collectif a affirmé, citant ce dernier que la procédure de recrutement des quatre milles enseignants piétinait au niveau des services de la présidence de la République. Hier, le président de la République signe un autre décret autorisant le recrutement de deux mille enseignants, alors que le premier recrutement n'a jamais été effectif. Est-ce à dire que c'est ce recrutement qui est passé de quatre mille à deux mille enseignants ? L'avenir nous le dira !

Joseph ESSAMA (stagiaire)

EN ATTENDANT LE GOUVERNEMENT...

Paul Biya sème le doute dans le sérail

Le chef de l'Etat ne laisse filtrer aucune information au sujet de son agenda ou même de ce qui adviendrait de la vie de la nation dans les prochains jours. Le réaménagement gouvernemental reste attendu. Des membres de l'équipe Yang III ont perdu le sommeil, et le détenteur de l'horloge se fait attendre comme à l'accoutumée.

Depuis la proclamation des résultats de la présidentielle le grand manitou est de marbre. Après la prestation de serment et le festin offert à plus de 7 000 personnes au Palais de l'unité, Paul Biya qui a attendu Chantal son épouse à l'extérieur du banquet s'est engouffré dans son véhicule pour sa résidence privé. Depuis lors, rien ne bouge, pas de nouvelles de lui. Ses collaborateurs sont sur le qui-vive, se demandant à quand la fin du suspens et du supplice qui consiste à écouter toutes les éditions d'informations pour espérer entendre ; enfin le décret qui fait et défait les rois. Chaque jour qui passe est un fardeau de plus. Il faut nécessairement dévorer les feuilles de chou qui prétendent, au travers d'un hit parade, décerné des trophées aux « artisans » de la victoire présidentielle. Chacun essaie tant bien que mal de se faire voir, par tous les moyens, pour tenter de séduire le créateur central en cas de... Le temps est aussi à la prière, aux consultations des « diseurs de bonnes aventures » qui ont le vent en poupe ces temps.

Salamalecs

Le portail qui est toujours ouvert est désormais ouvert au grand public qui peut profiter de la circonstance pour apprécier le décor. En même temps peu de barons fréquentent leurs lieux de service pour éviter, le cas échéant, de se faire débarquer dès lors

que le décret portant réaménagement du gouvernement sera annoncé sur les antennes du poste national. Des sources affirment même que certains malins ont emporté leurs effets personnels dans leurs résidences huppées au point où l'administration tourne carrément au ralenti. Ils font des salamalecs, cherchent à savoir quel est leur avenir politique. Et d'autres qui aspirent à un poste sont confiants de ce que le moment tant attendu est enfin arrivé. Quelques assurances de l'entrée dans le cercle fermé des collaborateurs donnent des ailes à plus d'un qui, par la même occasion, deviennent très assidus dans les lieux de cultes pour faire des offrandes et participer à des œuvres caritatives. Seulement dans la tête de Biya rien de tout cela ne changera sa logique de la rupture dans la continuité.

Equation à plusieurs inconnus

Le chef de l'Etat devra, à quelques exceptions près, refaire avec les mêmes, malgré les attentes d'une amélioration. Pas besoin de chambouler les grands équilibres. Les cadors pourront garder les ministères clés, les recommandés, quelques strapontins juteux. Les autres fonctionnaires à qui l'on donnera un titre de ministre devront boucher les trous. Le poste de Premier ministre quittera-t-il enfin les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest ? Yang Philémon qui bat le record de longévité à cette fonction fera-t-il ses bagages pour monter d'un cran ? Que fera-t-on de Cavaye Yeguié Djibril, l'éternel président de l'Assemblée nationale ? Ayang Luc l'indétrônable président du Conseil économique et social ? Le vice-premier ministre Amadou Ali ? Laurent Ezzo « le cœur du pays » ? Marcel Niat Njifendji (dont la santé semble quelque peu chancelante) pourra-t-il continuer de conduire la chambre haute ? Ou bien Aboubakary Abdoulaye qui assure l'intérim trouvera-t-il un moyen pour ne pas lâcher le morceau ?

Certains retraités en qui Biya a le plus confiance pourront-ils revenir au sein de la machine pour ne pas troubler le sommeil ?

Quel sort sera réservé à certains prisonniers Vip pour l'avoir bouclé étant au gnouf ? Difficile de le savoir. Paul Biya a toutes les cartes en main, son coup de tête peut démolir l'écheveau. Il peut casser les axes construits durant des années, rompre avec les fidèles et repositionner une nouvelle caste. Des compétences se trouvent partout même au sein de l'opposition farouche, le G-20, G35, les rescapés du G11, le monde universitaire, le milieu des affaires, la société civile, des no name, la diaspora, bref il a le choix entre faire plaisir aux copains ou faire appel aux technocrates pour lui permettre de faire ce saut qualitatif attendu depuis belle lurette. Rien n'exclut que le nombril fasse une entrée en douce, sans compter le pouvoir de l'oreiller, les parrainages et les fameuses récompenses suite à sa « brillante » élection face à 8 candidats. Il peut se démarquer, il a ce droit.

Défis

La copie qui sortira le moment venu comportera des hommes et des femmes qui devront véritablement mettre en exergue les « grandes opportunités ». La sélection est rude, les mailles se resserrent de plus en plus, des tractations vont bon train pour trouver l'oiseau rare à chaque poste. Pendant que les défis eux reposent d'abord sur le retour au calme dans le Nord et Sud-ouest, le grand Nord, la région de l'Est. La question du dauphinat, de la vice-présidence de la République, de la révision constitutionnelle, la tenue du congrès de son parti, le règlement des querelles internes, l'instauration d'un dialogue franc et l'aplanissement des zones d'ombre dans le processus démocratique ; sans toutefois oublier l'emploi, les sorts de l'économie, la santé, l'industrialisation proprement dite. La coupe est pleine pour appliquer le coup de fouet, sans état d'âme, afin de rentrer dans « l'histoire » comme celui qui aura apporté...

Dimitri AMBA

MANIFESTATION

ANTI-BIYA

Le coup de gueule de Calixte Beyala

L'écrivaine franco-camerounaise invite les Camerounais de la diaspora hostiles au régime de Yaoundé à venir manifester au pays au lieu de se déployer en Occident. La Brigade anti sardinaards (Bas) selon Calixte Beyala souffrirait d'un mal qui nécessite une intervention clinique.

Dans un post sur sa page facebook et surabondamment commenté par les internautes, Calixte Beyala tacle en des mots à peine voilés, ces concitoyens engagés dans la contestation de l'élection de Paul Biya et le boycott des artistes supposés acquis à sa cause. Beyala estime que les membres de ce groupuscule souffrent de « manifuite » qui serait une pathologie qui consiste à « manifester partout sauf à l'endroit où la manifestation aurait un sens ». Elle ajoute que « c'est un trouble psychologique qui amène l'individu à ne plus savoir se repérer dans l'espace temps...il peut se trouver à Washington et croire qu'il est à Yaoundé ». Ironisant le déploiement des anti-sardinaards, l'auteure de l'ouvrage « c'est le soleil qui m'a brûlée » prend l'exemple d'un citoyen français qui peut manifester à Douala au lieu de Paris pour réclamer « l'augmentation de son salaire ». Un comportement que les spécialistes qualifient de « manifuite » parce qu'étant « un véritable désordre psychiatrique...un trouble mental ».

A en croire Beyala « les chercheurs sont en quête d'un remède qui pourrait guérir... » ce mal qui rongerait la diaspora pas favorable à Biya. Dans la foulée, Calixte Beyala estime que « d'ici deux décennies ils trouveront le médicament contre ce mal qui mine » le continent africain. Une sortie qui vient démontrer que la diaspora reste divisée sur son mode opératoire. Calixte Beyala n'étant pas n'importe qui met le pied dans la fourmière en ce qui concerne les soutiens ou non face à l'hostilité affichée par les partisans et sympathisants d'un candidat qui continue de clamer sa victoire alors que le Conseil constitutionnel piloté par Clément Atangana déclarait Paul Biya vainqueur face aux autres challengers. Depuis lors, des manifestations sont organisées avec à la clé des interpellations et des relaxations. La tension persiste malgré les sons discordants au sein de la diaspora.

Dimitri AMBA

SÉCURITÉ DE L'AÉROPORT DE YAOUNDÉ-NSIMALEN

Jean Ernest Ngallè Bibèhè répond à Peter Henry Barlerin

Suite à la décision du diplomate américain de suspendre l'aéroport international de la capitale camerounaise de la desserte des aéronefs du pays de l'Oncle Sam, (Votre quotidien a relayé l'information dans sa parution d'hier), le Cameroun a réagi hier en rassurant sur l'état avancé des mesures sécuritaires à Nsimalen.

L'ambassade des Etats-Unis au Cameroun a décidé en date du 9 novembre 2018 dernier de suspendre du trafic aérien l'aéroport international de Nsimalen en raison du non-respect des



mesures sécuritaires par les autorités aéronautiques camerounaises. Cette décision devient du reste effective à partir de

demain, 15 novembre 2018. Hier le ministre des Transports du Cameroun, Ngallè Bibèhè Jean Ernest, dans un communiqué, a apporté un démenti sur les allégations du non-respect des mesures sécuritaires à l'aéroport de Nsimalen, « sur les réseaux sociaux ». Il en a saisi l'occasion au cours d'une réunion avec certaines compagnies aériennes, pour tordre le cou aux rumeurs qui stigmatisent la plateforme aéroportuaire. In extenso, il a déclaré : « Suite à l'audit de l'Organisation de l'aviation civile internationale (Oaci), courant 2018, les aéroports camerounais ont obtenu des résultats satisfaisants, avec un niveau de sûreté évalué à 70,96%, supérieure à la moyenne mondiale qui est de 65%. L'aéroport international de Yaoundé-Nsimalen a, quant à lui, présenté un niveau de sûreté supérieur à cette moyenne générale. »

Dans le même communiqué lu hier au

poste national, le ministre a informé l'opinion publique des félicitations adressées au gouvernement de la République par les compagnies aériennes Air France et Brussels Airlines pour « les avancées significatives observées en matière de mise en œuvre des standards de sûreté de l'aviation civile ». Dans la même veine, le patron des transporteurs a tenu à réaffirmer que le Cameroun ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. C'est ainsi que le programme de sûreté de l'aviation promulguée par le chef de l'Etat, engage résolument le Cameroun à mettre en œuvre le plan de modernisation de ses infrastructures aéroportuaires. Toutes ces mesures visent à atteindre un niveau optimal de sécurité dans les aéroports du Cameroun, a-t-il conclu.

Léopold DASSI NDJIDJOU

PRÉSIDENTIELLES 2018

La Rdc, hantée par les démons de l'opposition camerounaise

Pour le scrutin présidentiel du 23 décembre prochain en République démocratique du Congo (Rdc), avec en prime Joseph Kabila Kabangé non partant, l'opposition de ce pays a trouvé le moyen de se tirer une balle dans le pied alors que les portes du Palais de la nation lui étaient largement ouvertes.

La spécificité du scrutin présidentiel de cette année en Rdc est profondément ancrée dans l'invalidation des candidatures des ténors de la vie politique. Il y a d'abord le président sortant qui a été contraint définitivement par la rue aux termes de mille et une péripéties. L'Eglise catholique en tête de la contestation contre la violation de la constitution du pays, avec à ses côtés les chefs de l'opposition tels que Jean-Pierre Bemba, président du Mouvement de libération du Congo (Mlc) ; Moïse Katumbi Chapwè, président de la plateforme électorale « Ensemble pour le changement » ; Adolphe Muzito Fumutshi, dignitaire du Parti lumumbiste unifié, par ailleurs Premier ministre du 10 octobre 2008 au 6 mars 2012. Tous ces trois ont été exclus de la course pour la quête du fauteuil présidentielle. A côté des prélats aussi, les ténors des partis de l'opposition retenus par l'instance électorale « ont mouillé le maillot » dans la cohorte de la contestation populaire.

Il s'agit notamment de l'Union pour la démocratie et le progrès social (Udps) de Félix Antoine Tshilombo Tshisékédi, le fils de son père ; Vital Kamerhe LwaKanyiginyi Nkingi, président de l'Union pour la nation congolaise (Unc), il a été par ailleurs président de l'Assemblée nationale de 2006 à 2009 ; Martin Fayulu, Coordonnateur des Forces acquises au changement (Frac), plateforme politique qui regroupe une vingtaine de partis politiques ; Freddy Matungulu, président du parti politique Congo Na Biso (Cnb), (« Notre Congo »). Cette opposition va se jeter dans le trou d'air créé par l'action de l'Eglise



catholique qui est au Congo. C'est ainsi que le 11 novembre dernier à Genève, les sept principaux leaders de l'opposition, dont nous avons énuméré ci-avant, ont porté leur choix sur Martin Fayulu, désigné candidat unique de l'opposition à la présidentielle du 23 décembre en République démocratique du Congo (Rdc). Ce dernier, qu'on n'attendait pas du tout a ravi le fanion devant les favoris Félix Tshisékédi et Vital Kamerhe. Jubilation des forces vives et des couches populaires au Congo.

Libérateur

Mais cette joie sera très vite douchée, le Congo étant rattrapé par ses travers, son incapacité à fédérer ses multiples convictions pour bâtir un destin stable. Et là, il faut convoquer l'histoire pour comprendre la longue pégrination de ce peuple meurtri dans son âme. Aux indépendances, alors qu'il fondait ses espoirs sur Patrice Émery Lumumba, ce dernier fut sauvagement assassiné le 17 janvier 1961 alors qu'il n'avait que 31 ans. Puis vint Mobutu Sese Seko Kuku Ngbendu wa Za Banga qui sombra le pays dans une dictature et une mauvaise gouvernance indescriptibles. Il sera contraint de quitter le pouvoir au moment où les rebelles entraient à Kinshasa avec Laurent Désiré Kabila qui s'empara du pouvoir le 29 mai 1997. Le peuple congolais l'accueillit en libérateur. Espoir déçu : il fut assassiné le 16 janvier 2001 par sa garde. Son fils Joseph Kabila lui succéda. Au début de l'année prochain-

ne, il devra céder le pouvoir, à quelqu'un d'autre. Celui-là, l'immense majorité des Congolais espère bien qu'il ne sera pas Emmanuel Ramazani Shadary, le candidat du pouvoir qui a déjà déclaré : « Je suis le candidat de Joseph Kabila. Derrière lui, nous allons poursuivre le travail de la reconstruction du pays ».

La guerre des clochers de l'opposition

L'opposition congolaise ressemble à s'y méprendre à sa consœur camerounaise. Pourtant, avant de faire son unité en Suisse le 11 dernier, elle avait pompeusement déclaré qu'il était primordial de prendre des mesures pour ne pas sombrer dans les travers de l'opposition camerounaise. Cette dernière aurait pu valablement être conduite par Maurice Kamto. Que nenni ! A la seule différence, les Congolais ont commencé par faire leur unité pour mieux exposer au grand jour l'impossibilité d'une coalition, leur éclatement. Sa jumelle camerounaise avait commencé par la division pour simuler à la dernière heure une unité de façade. De toutes les façons on se retrouvait toujours à la case de départ car les 9 candidats déclarés se retrouvent sur la ligne de départ. L'opposition congolaise a fait exactement comme si son vœu le plus cher était de meurtrir davantage l'espérance du peuple qui rêve désespérément d'un mieux-être, d'un changement. A peine les sept leaders de l'opposition séparés de Genève, avec la signature

encore fraîche désignant Martin Fayulu, le candidat unique de la Dynamique de l'opposition, sous l'instigation de la Fondation Koffi Annan, l'impensable revirement va se produire.

Les deux leaders majeurs en course, Félix Antoine Tshilombo Tshisékédi de l'Udps et Vital Kamerhe Lwa Kanyiginyi Nkingi de l'Unc vont se désolidariser en reniant leur signature de Genève ! Ils vont le faire éhontés, à peine les pieds déposés sur le sol congolais. Du côté de l'Udps qui a dégainé le premier, on veut expliquer le revirement par sa difficulté à contrôler son propre parti. Selon un membre de l'Eglise, fin connaisseur de la vie politique congolaise, le fils du chef historique de l'opposition « manque de leadership ». Le parti étant plutôt tenu par des cadres plus radicaux, des éléments qui ont immédiatement appelé au rejet du candidat Martin Fayulu, sans même attendre de lire l'accord signé. L'Unc, pour sa part, a officiellement incriminé le mode de désignation du candidat commun choisi à Genève, ce qu'elle avait pourtant accepté avant de connaître l'issue de l'élection. Un vote à deux tours plutôt que la recherche d'un consensus. Ce système aurait faussé le résultat des négociations, selon Vital Kamerhe. Après l'Udps, l'Unc s'est donc engouffrée dans la brèche, une vieille rivalité opposant son chef à Martin Fayulu, si l'on s'en tient aux propos de la Rfi. Ainsi est à nouveau assassiné l'espoir d'un peuple, alors qu'il contemplant déjà l'ascension majestueuse de Fayulu sur les

marches du Palais de la Nation.

Dissidence

Dans la foulée, le pouvoir s'est opportunément invité dans ce bal des « chauves-souris » pour demander au peuple déçu et méprisé, incompris de faire volte-face. Ainsi Rfi rapporte sur son site : « sur Twitter, la plateforme de soutien au candidat de la majorité, Emmanuel Ramazani Shadary, a immédiatement appelé tous ceux qui ont été déçus par l'opposition congolaise à les rejoindre. Martin Fayulu, de son côté, s'est dit extrêmement choqué. « Quel signal donne-t-on ? », s'est-il interrogé, tout en appelant Vital Kamerhe et Félix Tshisékédi à revenir à la raison. » Il va de soi qu'à cette allure, ni l'Udps, encore moins l'Unc ne gagneront cette élection. Le grand risque est le fort taux d'abstention, né des déceptions populaires. Bien plus, l'opposition congolaise a-t-elle pensé au rôle joué par l'Eglise catholique pour assainir un tel boulevard fleuri ? Un aplatissement des chemins montagneux pour son arrivée au pouvoir ?

De deux choses l'une. Entre les deux dissidents, il y a certainement un qui fait le jeu du pouvoir. A peine Félix Tshisékédi a-t-il dénoncé sa signature que Vital Kamerhe l'a suivi dans la même démarche. Cela ressemble à se mordre les doigts au jeu d'amour entre Maurice Kamto et Cabral Libii. Le deuxième suivant le premier dans ses faits et gestes, sans aucune base possible d'unité politique. Le 8 octobre quand Maurice Kamto proclama sa victoire, quelque temps après Cabral Libii a dit aussi qu'il avait gagné. Le Mrc tient-il les conférences pour dénoncer les travers de l'élection, voilà que Cabral en fait de même. Pourtant les deux n'ont été d'accord sur aucun point. Toutefois, en ce qui concerne le Congo, rien n'est encore joué. Il ne faut pas vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué, car rien n'indique qu'avec des soutiens de taille comme Bemba et Katumbi, Fayulu ne fasse la différence à cette élection. Pour cela, il faudra que les Congolais scrutent davantage pour voir de quel côté se trouvent ses vrais intérêts.

Léopold DASSI NDJIDJOU

CRISE ANGLOPHONE

Les sénateurs Sdf tance Atanga Nji

Le discours guerrier du ministre de l'Administration territoriale, son comportement quelque peu sulfureux, son arrogance, ne sont pas appréciés des parlementaires qui invitent ce dernier à plus de respect. Issa Tchiroma Bakary n'est pas en reste.

Nkeze Emilia se remet au tout puissant en ce sens que « Dieu n'a pas créé l'homme qu'il soit le bourreau de son semblable...et quelque soit ta force ou ton intelligence, l'homme finit par retourner poussière » et de se demander « pourquoi Atanga Nji qui est notre frère nous nargue, en nous regardant souffrir sans rien faire...il peut être ministre et bénéficier des avantages liés à la fonction sans pour autant oublier qu'il est anglophone comme nous...qu'il ait le courage de nous regarder dans les yeux car une voix au fond de lui rappelle qu'il vient



de quelque part ». Ce qui fait que « Nous ses frères ne sommes pas contents de lui car dans la bible Joseph a été vendu par ses frères, mais lorsqu'il est devenu puissant, il a vu ses frères, il était en joie et a refusé d'écraser son propre sang ». L'honorable Kenyang Kenyang Georges

profitera de l'occasion pour inviter le chef de l'Etat à « remettre ses chiens en cage...car il a encore un mandat de 7ans ». Il souhaite que ce mandat soit plein « d'amour pour réviser les lois à problème, la constitution, le code électoral, bloquent l'alternance dans ce

pays... ». Dans le même ordre d'idées, le sénateur souhaite que « des conditions soient mises en place pour que les anglophones aussi accèdent à la fonction présidentielle pour éviter les soupçons et la haine ».

Accusez, levez vous !

Le sénateur Kemende Henry se demande « de quel pouvoir se prévalent les ministres Atanga Nji et Issa Tchiroma pour parler avec autant de mépris aux Camerounais...chaque prise de parole de ces membres du gouvernement est une occasion de verser de l'huile sur le feu ». Et pourtant, ajoute-t-il : « Paul Biya est choisi par les Camerounais pour exercer la fonction, mais pourquoi ses collaborateurs agissent avec autant de zèle et d'agressivité », le sénateur croit qu'à « chaque prise de parole de ces ministres, il est question de mettre en conflit les Camerounais...mais un jour viendra où le peuple jugera ces gens » ajoute-t-il. La vice-présidente du sénat Nkeze Emilia se désole de la milita-

risation de la capitale politique juste après la proclamation des résultats de la présidentielle. « Il nous a été signalé que ces militaires et policiers assuraient la sécurité des biens et des personnes, surtout d'éviter des probables manifestations pouvant troubler l'ordre public...et pourtant bien avant, les populations vauquaient normalement à leurs occupations » mentionne la parlementaire avant d'ajouter que « ce n'est pas normal, encore moins propre de voir ce type d'images, mais si l'objet déclaré est vraiment ça, tant mieux ». La session parlementaire se poursuit, l'on imagine bien des surprises durant les questions orales. Il est possible que le ministre Atanga Nji soit cuisiné par ces sénateurs à moins que les questions soient bloquées en interne lors de la conférence des présidents, puisque le parti de John Fru Ndi n'a pu obtenir un groupe parlementaire lors de l'élection sénatoriale.

Dimitri AMBA

DOUALA

L'hôpital Laquintinie fait son diagnostic

La mortalité hospitalière, la mortalité dans le service des urgences pédiatriques, l'état de santé du personnel soignant et non soignant, l'accueil des patients aux urgences médico-chirurgicales et bien d'autres ont été passés au microscope lors des premières journées scientifiques de cette formation hospitalière les 7 et 8 novembre dernier.

C'est un véritable check up auquel s'est livré l'hôpital Laquintinie de Douala, (HLD) les 7 et 8 novembre dernier lors de ses premières journées scientifiques tenues sous le thème «urgences médico-chirurgicales». Plus d'une quarantaine d'exposés ont été présentés lors de ce rendez-vous scientifique. Portant notamment sur la mortalité hospitalière, la mortalité dans le service des urgences pédiatriques, l'état de santé du personnel soignant et non soignant, l'accueil des patients aux urgences médico-chirurgicales et bien d'autres ont été passés au laboratoire.

Concernant la mortalité à l'hôpital Laquintinie de Douala, une étude réalisée de janvier à mai 2016 indique que le taux de mortalité dans cette formation hospitalière était de 9,8%. 76% de patients décédés avaient moins de 65 ans. Sur les 5693 admissions, 559 dossiers de patients décédés au cours de cette période, à l'exception de ceux amenés décédés, avaient été épluchés. L'on retient que les principaux facteurs associés à ces décès sont le retard au soin, l'inadéquation de la prise en charge, la



mauvaise compliance (observance par un patient de ses prescriptions médicales) et une mauvaise couverture aux heures de garde. Le classement par secteur montre que le pavillon réanimation enregistre le plus grand nombre de décès, suivi de la médecine interne et de la pédiatrie.

L'accueil qui demeure la principale plaie des formations hospitalières au Cameroun en général et des hôpitaux publics en particulier n'a pas été épargné par ce travail de recherche. Ce d'autant que l'accueil réservé au patient constitue le premier médicament que l'on administre au sein d'un hôpital. Il contribue ainsi à rassurer le patient souffrant, stressé, angoissé et apeuré. L'étude effectuée du 18 avril au 1^{er} mai de l'année en cours, chez les patients conscients ou garde-malades d'un patient non conscient visait à évaluer l'accueil des patients admis au service des urgences. Les résultats obtenus font états de ce que 70% des personnes interrogées trouvent la prise en soin des patients

immédiate et 80% d'entre eux sont satisfaits de l'accueil. Des résultats que relativisent certains observateurs qui reconnaissent cependant les efforts accomplis depuis l'arrivée de l'actuel directeur de cet hôpital, Pr Louis Richard Njock, installé le 18 avril 2016 à suite de l'affaire Koumatekel, (cette jeune dame enceinte, charcutée par des mains inexpertes sur le parvis de la maternité) qui s'était produit un mois plus tôt. Ebranlant ainsi la communauté nationale et internationale. « Il y a eu des améliorations en terme d'accueil et de prise en charge des patients à la HLD depuis l'arrivée du Pr Louis Richard Njock. Parlant ainsi des résultats qui sont avancés dans cette étude, je pense que 80% du taux de satisfaction, c'est un peu trop, je pencherais pour 50 à 60%. Parce qu'on enregistre encore des poches de résistance qui se traduisent par la corruption et un personnel qui continue à torturer les patients et réclament de l'argent avant d'administrer le

moindre soin. Les résultats ne sont pas encore à la hauteur des attentes et des exigences des patients. Lorsqu'on se rend à l'hôpital, c'est pour y être traité avec amour et délicatesse. Mais lorsqu'on est torturé, même verbalement, cela empire encore la situation », confie une patiente.

Qu'en est-il alors du personnel chargé d'administrer les soins. L'étude réalisée a cet effet montre que celui-ci (personnel), tout comme leurs patients n'est pas épargné par les maladies. L'alcoolisme, 55%, l'obésité, 37% ; douleurs dorsales, 47% et l'hypertension artérielle 24% sont entre autres maladies enregistrées.

A la suite de ces exposés, des recommandations en vue d'assurer une meilleure prise en charge des patients et l'administration des soins de qualité ont été faites. Reste que ces recommandations soient mises en œuvre.

Blanchard BIHEL.

APRÈS LA CAMPAGNE ÉLECTORALE...

L'aménagement des voies urbaines de Yaoundé abandonné

Certains ouvrages du quartier Essos dans le 5e arrondissement, ainsi que d'autres chantiers ont été délaissés depuis quelques semaines, mettant à mal les activités des populations qui ont pourtant accordé leurs suffrages à Paul Biya.

Retour sur terre ! Finies les campagnes électorales et toute la propagande et le tapage médiatique à la gloire du candidat qui a « la force de l'expérience ». Après le rêve passé, voici la réalité. Les usagers de la route mosquée d'Essos, Rond Point Terminus vivent le calvaire. Depuis plus de deux semaines, l'aménagement de cette voie a été abandonné. Au milieu de la route qui commençait à prendre forme avant l'arrêt des travaux, une motte de terre sur laquelle pousse déjà des herbes divise la route. Des deux côtés de cet amas de terre, des flaques d'eau boueuse sur lesquelles flottent de vieilles bouteilles et immondices.

C'est à peine qu'une moto peu circuler. Le seul petit passage qu'offre la voie. Les hommes quant à eux se bous-



culent sur le petit corridor qui longe l'alignement des maisons qui bordent la rigole. Au bas fond de la colline qui conduit au petit marché, quelques engins vétustes confirment que le chantier est réellement abandonné. Plus bas encore, un amas de pierres devenu un dépotoir. Emprunter cette route après la pluie n'est pas chose facile, indique un riverain.

Impact sur les commerces

Les usagers de cette route ne

sont pas les seules victimes. Les plus à plaindre sont les tenants des petits commerces le long de la route. Depuis le début du chantier, leur volume d'affaires a chuté. Tagne Ignace, vendeur de beignets s'alarme : « Mes premiers clients étaient les taximen et leurs passagers. Depuis que les taxis ne passent plus par ici, je ne vends plus rien. Cette route est venue me pourrir la vie, avant je pétrissais 15 kg de farine par jour. Aujourd'hui, c'est à peine si je dépasse les 2

kg. Paul Mimbo, vendeur de gaz domestique, était quant à lui optimiste, depuis l'arrêt des travaux, ses espoirs se sont écroulés comme un château de carte. Cette route était pour moi un espoir, je savais que les activités vont baisser pendant la réalisation de l'ouvrage, mais je savais que le rythme des ventes va décupler à la fin du chantier. Depuis que les travaux sont arrêtés, je suis abattu, affirme-t-il.

Avant le lancement des travaux, il écoulait en moyenne vingt bouteilles de gaz par jour, mais depuis que la route est aménagée, ses ventes ont connu une chute drastique. Il n'arrive pas souvent à vendre cinq bouteilles par jour. A la différence de ses deux vendeurs qui sont restés sur le site, d'autres ont tout simplement fui pour de nouveaux espaces. Lancé depuis août dernier pour une durée de douze mois, ce chantier est un projet du Plan d'urgence triennal de la croissance économique, conduit par le ministère du Développement et de l'habitat. Pour le moment, aucune voix autorisée n'a pu donner les raisons de l'arrêt des travaux.

Joseph ESSAMA
(stagiaire)

UNIVERSITÉ DE YAOUNDÉ I

Le Master en psychologie du travail rend sa première copie

Quelques semaines après la séance d'évaluation des stages académiques effectués dans les entreprises par les étudiants de psychologie du travail et des organisations, la session de soutenance des rapports de stage en Master I a eu lieu du 17 au 19 octobre dernier.

La toute première session de soutenance des rapports des stages des étudiants en master I de psychologie du travail et des organisations s'est transformée en une grande immersion au cœur des entreprises d'horizons divers et de toutes les tailles. Qu'il s'agisse du ministère délégué à la Défense, des Postes et Télécommunication, des structures décentralisées (hôpital de district), des entreprises parapubliques (Armp, Camtel, Enéo, Autorité aéronautique) aux entreprises privées (Cyberlink, Green oil, Hôtel Azur, les Brasseries du Cameroun...). Il s'est dégagée une impression nette de meilleure appréhension des entreprises dans leur structuration et dans leurs missions, au terme des exposés y relatifs constituant la première partie desdits rapports.

Au-delà de la présentation physico-administrative, l'un des pans importants de cette séance a porté sur l'organisation du travail et les difficultés soulevées par ladite organisation du travail ou des tâches exécutées. Entendu que le psychologue du travail est ici considéré comme le médecin de l'entreprise. Et c'est à ce titre qu'il doit pouvoir s'intéresser aux travailleurs, comprendre leurs tâches et les difficultés y relatives ainsi que celles liées à l'organisation du travail et trouver les moyens pour aider ces derniers à mieux



faire ce qu'ils veulent faire.

Satisfécit

Les étudiants de cette filière sont particulièrement attendus sur les solutions qu'ils sont en droit d'apporter aux anomalies constatées dans le milieu du travail. Au cours de cet exercice, la section réservée à l'Action en environnement réel (Aer) a permis de juger le niveau de maîtrise des concepts dispensés en cours par l'étudiant et sa capacité de les adapter à un contexte précis. Ainsi, trente-cinq étudiants ont défilé devant trente-cinq jury, à raison d'une heure par étudiant, pour exposer leurs travaux. Par la suite, les maîtres de stage (responsables stagiaires à l'intérieur de l'entreprise) et les tuteurs académiques prenaient tour à tour la parole pour faire des observations.

Cette session de soutenance des rapports de stage des étudiants en Master I de psychologie du travail et des organisa-

tions était supervisée par le chef du département de psychologie de l'université dudit Master, le professeur Jacques Philippe Tsala Tsala. Une séance au cours de laquelle chaque étudiant a fait montre de savoir et de savoir-faire pour convaincre de son passage en deuxième année de cette filière. Pour cette première expérience, le docteur Olivier Atangana Ongono, responsable des comportements professionnels, n'a pas caché son satisfécit, précisément au sujet du comportement des étudiants dans les différents lieux de stage où ils ont été. D'ores et déjà, les préparatifs de la rentrée académique 2018-2019 sont en cours. Déjà quelques inscriptions ont été enregistrées. Une façon pour les candidats aux nouveaux métiers de la psychologie de prendre leurs marques pour ne rien rater de cette nouvelle expérience dont l'ambition est l'insertion socio-professionnelle.

C.T.

YAOUNDÉ

Deux morts dans un accident de circulation

C'est le bilan du drame survenu le 11 novembre dernier dans l'arrondissement de Yaoundé IV, au lieu-dit « Coron » aux environs de 5h du matin.

Un jour, une histoire. Dimanche, 11 novembre 2018 vers 5h du matin, au lieu-dit carrefour Coron. Une moto ayant à son bord deux passagers a terminé sa course dans un ravin. En provenance du quartier Mvan, l'incident s'est produit sur le tronçon qui relie Ekounou à la poste centrale. En effet, selon le témoignage du conducteur de moto, questionné par deux jeunes qui partaient faire du sport, c'est une lumière qu'il a confondue aux fards de la voiture et c'est ainsi qu'il a paniqué avant de se retrouver dans le ravin. Le conducteur gravement blessé, a été transporté dans un centre de santé non loin du lieu du drame et les deux passagers à son bord ont rendu l'âme sur le coup. Triste histoire pour ces deux derniers qui revenaient eux aussi de l'enterrement d'un de leurs proches.

Pendant que le jeune Antoine est entre la vie et la mort à l'hôpital, de vives voix s'élèvent dans son quartier l'accusant d'avoir « livré » ces gens pour avoir un maximum de client question de se faire plus d'argent. Car d'après les mêmes sources, il est entré dans la sorcellerie puisqu'il disait qu'il allait devenir riche, il ne pourra jamais oublier les moments de galère qu'il est en train de vivre. Agonisant sur le lit d'hôpital, les familles éplorées attendent impatiemment son rétablissement afin qu'il assure tous les frais funéraires pour les obsèques des passagers décédés. Les familles sont inconsolables, perdre deux personnes d'un seul coup est la plus grande peine qui puisse exister. C'est un drame véritable que vient de vivre cette famille.

Nadège ANOUNGA(stagiaire)

ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES

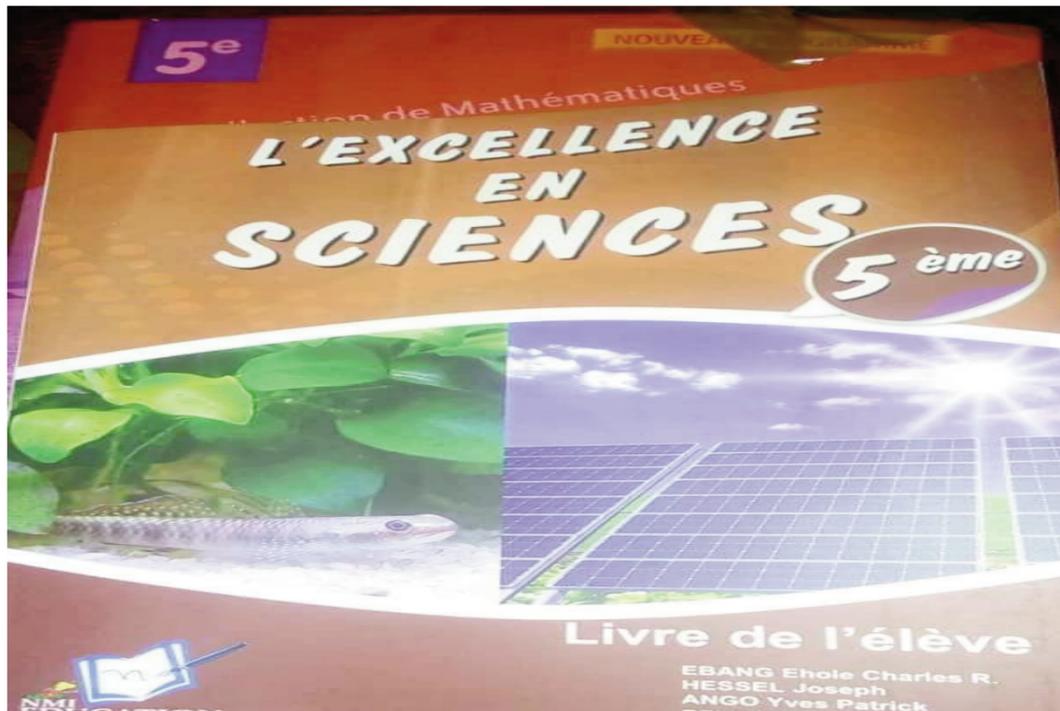
Après la polémique, Nalova Lyonga supprime le module querellé

L'information est contenue dans un communiqué signé du président du Conseil national d'agrément des manuels scolaires et des matériels didactiques, Jean Paul Komon et rendu public le 12 novembre dernier.

Le Cameroun est un pays démocratique et comme tel, le peuple est souverain en tout temps et en tout lieu. Loin de faire prévaloir son pouvoir uniquement pour des prises de décisions politiques, il peut tout aussi réagir sur d'autres volets comme celui de l'éducation surtout lorsque cette dernière semble porter atteinte à l'éducation des enfants. Ce fût le cas avec l'instauration au programme de l'année scolaire en cours dans la classe de 5^e, du livre intitulé « excellence en sciences » qui comportait dans son quatrième module, des chapitres érotiques, sexuels et que beaucoup ont estimé que ce n'était pas au niveau des enfants de cette classe. En effet, après de nombreux cris et interpellations de l'opinion publique nationale et internationale, au sujet de cette affaire, on a assisté comme à une sorte de service après vente effectué par certains responsables intervenants dans le circuit de la validation des manuels scolaires, ayant pris d'assaut les plateaux des médias, pour tenter de justifier cette validation abjecte et mortifère des jeunes apprenants camerounais.

Apologie de la sexualité

Une situation de trouble qui a ouvert le questionnement lié à la qualité d'enseignement que devraient recevoir nos jeunes apprenants. Aussi, sur la qualité des dirigeants en charge du choix des manuels scolaires au Cameroun. Parmi les interrogations soulevées, figurait celle relative à la nécessité impérieuse de supprimer ce livre du programme scolaire. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle à travers une lettre datant du 13 septembre 2018, et signée du Secrétaire général à la primature (Sg/pm), le premier ministre, Yang Philémon, intimait l'ordre au ministre des Enseignements secondaires (Minsec), Nalova



Lyonga, de retirer le module IV du livre de Sciences de la vie et de la terre (Svt) de la classe de 5^e qui faisait l'apologie de la sexualité. Depuis ce jour, il ne restait plus qu'à mettre en application ce mot d'ordre. Comme on le dit très souvent, mieux vaut tard que jamais. Le moment est finalement arrivé.

Non commercialisation du livre

Dans le communiqué signé du président du Conseil national d'agrément des manuels scolaires et des matériels didactiques, et rendu public le 12 novembre dernier, Jean Paul Komon met ainsi en application cet ordre en informant « la communauté éducative que suite à une instruction de madame la ministre des Enseignements secondaires, datée du 17 septembre 2018, il a demandé à l'éditeur de l'excellence en science classe de 5^e de le retirer du marché et de procéder à une nouvelle édition excluant le module IV intitulé éducation à la santé : santé de reproduction ». Il n'est donc plus question de commercialiser ce livre sur toute l'étendue du territoire national. Cependant, il est quand même curieux qu'on abroge un tel instrument didactique au cours d'une année alors même qu'on n'a pas pensé à ce qui pourrait le

remplacer. Encore qu'on se pose la question de savoir pourquoi une instruction qui date du mois surpassé, n'est mis en application que deux mois plus tard ? De toutes les façons, les personnes de mauvaise foi qui voulaient que les enfants de moins de 12 ans se familiarisent avec les

expressions telles que cunnilingus, zoophilie, fellation, sodomie et bien d'autres, ont échoué leur plan. Mais, en absence de livre, comment les enfants vont être encadrés par le corps enseignant ?

Rostand TCHAMI

Indisponibilité éternelle des manuels scolaires

Contrairement aux années scolaires précédentes, l'année 2018-2019, est une année dont seuls les gouvernants savent exactement la nature et même la qualité des enseignements qu'ils veulent véhiculer aux apprenants. Car depuis que les élèves (du primaire comme du secondaire) ont repris le chemin de l'école dans certaines régions du pays le 03 septembre dernier, l'indisponibilité des manuels scolaires est une dure réalité. Deux mois après, on compte à peine les différents livres qui sont disponibles sur le marché ; encore, la quantité de ceux présents, n'est pas suffisante pour satisfaire tout le monde. Les parents d'élèves, les enseignants et même les élèves ont longtemps décrié leur calvaire pour la recherche du précieux sésame. Avec les événements récents, même les livres qui étaient déjà sur le marché, sont en train de se faire extirper pour modification car favorisant la dépravation des mœurs. C'est le cas du livre de Sciences de la vie et de la terre (Svt) de la classe de 5^e qui a été supprimé du marché afin que l'éditeur refasse une nouvelle édition en changeant le module IV qui faisait l'apologie des escalades sexuelles. Pourtant, lorsque le premier ministre, Yang Philémon, à travers une circulaire du 23 novembre 2017, mettait sur pied les principes du livre unique, c'était justement pour résoudre ces différents problèmes d'indisponibilité, de production et de qualité des approches pédagogiques des ouvrages.

R.T.

DÉBROUILLARDISE

De « l'or » dans les sacs à mains pour femmes

Ils sont de plus en plus nombreux ces jeunes qui, très tôt le matin, arpentent les artères de la capitale politique à la recherche de leur pain quotidien.

Transportant en main des sacs et portefeuilles pour femmes, ils sont de plus en plus nombreux ces jeunes qui parcourent des kilomètres à pied dans la ville de Yaoundé, à la recherche des éventuels clients. Joseph, âgé de 25 ans explique comment il a commencé à exercer cette activité. « J'ai commencé ce business lorsque j'ai arrêté

mes études. J'ai d'abord commencé par la vente de portes monnaies, ce qui m'a permis d'avoir assez d'argent pour faire un fond de commerce et me lancer dans un business plus grand. J'ai donc pensé à la vente des sacs et depuis plus de 5 ans que je fais cette activité j'arrive à joindre les deux bouts ».

À la question de savoir où est ce qu'il se ravitaille, il ajoute « régulièrement, je vais dans les déballages au marché central ou à Mokolo. Je trie, je regarde davantage les sacs de marque comme Chanel qui sont de seconde main, mais de bonne qualité. Car les femmes payent habituellement les sacs de marque. Quelques fois je vais aussi dans des boutiques ; donc

dans mes sacs il y a la friperie et la boutique. Tout le monde trouve son compte ». Même comme les sacs de premier choix, notamment ceux de la boutique ne passent pas très vite sur le marché, les meilleurs clients de ces vendeurs sont des femmes riches. Quant aux jeunes filles, elles semblent avoir plus un penchant sur les sacs friperies qui sont à la portée de tout le monde du fait qu'ils sont moins coûteux.

Difficultés

« Le plus souvent, je vais dans des ministères des préfectures, et quelques fois des restaurants pour pouvoir écouler ma marchandise ; j'ai des clients dans les grandes entreprises, quand j'ai

des nouveautés je me rends là-bas et je ne ressors jamais bredouille », explique Alain. Et d'ajouter « généralement, je gagne entre 1500 à 2000 Fcfa par sac et quelques fois, plus encore tout dépend de ta manière de taxer un sac et, plus la valeur du sac est grande plus tu as la chance de gagner beaucoup ». Malgré les multiples difficultés auxquelles ils font face au quotidien, ceux-ci ne croisent pas les bras. Sous la pluie comme sous le soleil, ils recherchent leur pain quotidien. Comme le dit un adage très populaire, « il n'y a pas de sots métiers ».

Berdiane TCHOUBOU (stagiaire)

INSALUBRITÉ
Le calvaire des habitants de Coron à Yaoundé

Les déchets d'ordures ménagères et d'urines sont à l'origine des odeurs fétides qui polluent ce secteur de la cité capitale.

Le bac à ordures installé à quelques mètres du carrefour coron, quartier logé dans le IV^e arrondissement de la ville de Yaoundé, déborde des déchets d'ordures. Ne pouvant plus y déverser les ordures, les populations riveraines n'ont d'autres choix que de le faire tout au bord du bac. Des fois, ces déchets occupent même la chaussée. Le coin est déjà devenu comme un véritable dépotoir au point de se transformer en urinoir. C'est à cet endroit que tous les passants à pied comme en auto, se soulagent. Le mélange de tout ceci a rendu le secteur pratiquement invivable à cause des odeurs qui s'y dégagent. « Il est presque impossible de passer une journée à la maison sans toutefois humer ces odeurs nauséabondes, et cela est d'autant plus désagréable lorsque les rayons de soleil apparaissent dans le ciel. Entre pipi et ordures qui s'entremêlent, impossible de supporter », explique Marinette, une riveraine.

Bien que la société Hysacam y travaille quotidiennement, les ordures, que les commerçants du marché Mvog Atangana Mballa et Mvog Mbi y déversent chaque soir, sont tellement beaucoup pour le bac. Cependant, des clichés d'ordures ont un fort impact sur la société, la santé humaine l'écologie, etc. Ils augmentent au quotidien la pollution de l'environnement et exposent de plus en plus les populations. Pourtant explique un spécialiste de la santé, aspirer de l'air pollué contribue fortement à la diminution de l'espérance de vie à cause des troubles cardiaques, respiratoires ou reproductifs. L'inhalation de l'air pollué favorise également les maladies respiratoires comme l'asthme. Il urge alors que des mesures soient prises pour remédier à ce problème qui met en danger la vie des citoyens camerounais.

Berdiane TCHOUBOU (stagiaire)

BERTOUA-YOKADOUMA

Le calvaire des usagers de la route

Le mauvais état de la route accroît les délais de voyages. Le transport coûte désormais 15000 francs. Les petites voitures aident à résoudre le problème depuis plus de 5 ans que cela dure.

Pour rallier la ville de Yokadouma, en passant par Batouri dans le département de la Kadéy, les passagers sont obligés d'emprunter les petits véhicules. « Nous sommes obligés de payer 10000 francs Cfa pour y aller, sinon nous allons attendre pendant longtemps, souvent toute une journée », indique Sylvie Bengono, une habituée de cette route. Pour elle, comme pour d'autres usagers en partance ou en provenance du département de la Boumba-et-Ngoko, « c'est la réduction du délai de route qui nous importe ». En effet, ces petites voitures parcourent les 290 km qui séparent les deux villes en moins de six heures de temps là où les cars Saviem mettent au moins vingt-quatre heures. « C'est vrai qu'en acceptant d'embarquer dans ces véhicules roulant à tombeau ouvert avec parfois huit passagers à bord, hormis le chauffeur, nous prenons de gros risques mais nous pensons qu'on en prend partout et dans tous les domaines au quotidien », affirme un des passagers rencontré à la gare routière de Batouri située au « ministère du soya » à Bertoua. Et les accidents ne manquent pas.

L'un des plus marquants reste celui qui a ôté la vie en 2013 à Eric Placide Béa,



l'ancien Pca de la Fptc, ainsi qu'aux sept autres passagers du véhicule qui les transportait. Récemment encore, la rubrique des faits divers a été animée par la découverte, plus d'une semaine après leur disparition, des corps dans un véhicule qui avait fini son voyage dans la Kadéy. Du côté des chauffeurs de ces voitures, malgré ces accidents, c'est la sérénité. « Avant de nous engager sur cette route, nous nous assurons de l'état de nos véhicules. Outre les accessoires (freins, embrayage, etc.), nous renforçons les amortisseurs car nous sommes conscients de ce qu'emprunter une pareille route augmente les risques de détérioration de nos engins », confesse Abdoulaye Issa, l'un des chauffeurs de cet axe. Tous sont cependant d'accord pour dire que « c'est le mauvais état de la route et les nombreuses barrières de contrôle qui sont à l'origine de cette augmentation du tarif de transport ».

Revendication

Pas plus tard que le 31 octobre dernier, les popula-

tions de l'arrondissement de Ndélélé dans le département de la Kadéy ont observé un mouvement d'humeur sur cet axe. A l'origine, elles revendiquaient l'absence du bitume tout au moins l'entretien de la route qui est dans un état de dégradation très avancée. « Notre revendication est toute simple, c'est l'état de la route. Que la route soit arrangée ; en cette saison des pluies, il est pratiquement impossible d'entrer ou de sortir de cette localité à cause du mauvais état de la route. Même le simple entretien il n'y a pas. Comment peut-on vivre dans cette situation ? Ce n'est pas possible », se révolte Bidjobé Louis un natif de la zone. Son frère Gédéon Yossavah est plus prolix. « Nous voulons que cette route soit bitumée de manière définitive jusqu'à Bertoua. Cela nous épargnera de cette souffrance ». Rappelons que pour exprimer leur colère, les populations de l'arrondissement de Ndélélé avaient érigé des barricades sur l'axe principal qui traverse la localité, paralysant ainsi tout trafic. « J'étais arrivé à Ndélélé ce jour au petit matin

et j'étais immédiatement tombé sur cette barrière des populations révoltées. Je n'avais pas de choix que de garer mon petit véhicule et d'attendre », affirme Ibrahimia, conducteur d'une petite voiture qui fait la ligne.

L'action de ces populations avait mobilisé un grand nombre de riverains, ainsi que de multiples usagers de cette route. « Nous sommes de tout cœur avec eux car nous sommes sur cette route tous les jours, et à cause du mauvais état de cette route, nos véhicules tombent en panne chaque jour sans oublier les accidents mortels qu'on enregistre », soutien Ibrahimia. Il a fallu que le sénateur Jacques Boundjo et le délégué régional des Travaux publics pour l'Est arrivent sur les lieux pour que les manifestants puissent se calmer. A noter que Ndélélé est situé sur l'axe Batouri-Yokadouma environ à 250 kilomètres de Bertoua. A cause du mauvais état de la route, le trajet entre Ndélélé et Bertoua dure parfois plus d'une journée.

Ange-Gabriel OLINGA B.

TRANSPORT AÉRIEN

La formation en sûreté possible à Douala

Le Centre régional de formation en sûreté de la Cameroon civil aviation authority (Ccaa) a été inauguré mardi 13 novembre 2018 en présence du responsable Afrique centrale et ouest de l'Organisation de l'aviation civile internationale (Oaci).

Ca y est. Le Centre régional de formation en sûreté de Douala, dispose désormais d'un agrément de l'Organisation de l'aviation civile internationale (Oaci). Ledit centre a été officiellement inauguré mardi 13 novembre 2018, en présence du directeur régional Oaci pour l'Afrique centrale et de l'ouest, Jallow Mam Sait, et de la directrice générale de l'autorité aéronautique du Cameroun (Ccaa en anglais), dame Paule Assoumou épouse Koki. Dorénavant, cette structure va délivrer une gamme diverse de cours de formation pour l'Afrique centrale et de l'ouest et coopérer avec les autres centres Oaci du même type dans l'optique d'améliorer la mise en œuvre de l'annexe 17 de la convention de l'Oaci à l'échelle mondiale.

Ce cap que vient de franchir le Cameroun par le biais de l'autorité aéronautique, intervient à la suite d'une évaluation minutieuse dudit centre par les experts Oaci du 10 au 12 juillet dernier. Pour la Dg de la Ccaa, c'est « le fruit d'un travail en synergie et le produit d'un effort collectif consenti en trois ans ayant permis la reconnaissance de l'Oaci à travers un agrément que la Ccaa a reçu ». Une reconnaissance qui prend en compte les procédures et la mise en place des ressources humaines compétentes. Le Centre régional de formation en sûreté dispose de cinq salles de classe, des bureaux, une bibliothèque, un parc informatique, une cantine entre autres. La formation est assurée par 15 instructeurs avec le concours d'une expertise internationale qui sera requise au cas échéant. Le training programme prévoit des cours relatifs au fret et à la poste aérienne, la gestion de crise, la gestion des risques, l'imagerie radioscopique, l'assurance qualité et des recyclages entre autres.

Actes illicites

Le Cameroun dispose pour ainsi dire

d'un centre de formation qui fait partie du réseau des 34 centres Oaci de formation en sûreté dans le monde et 6^{ème} en Afrique après Casablanca, Tunis, Johannesburg, Nairobi et Dakar. Il s'agit pour le Cameroun « d'appliquer les normes et les pratiques avec en toile de fond, le souci de prévenir des actes et interventions illicites qui constituent des menaces à l'aviation civile généralement en proie à une défaillance de la législation nationale, déficit de gouvernance, insuffisance de personnel qualifié et le déficit financier ».

Faisant d'une pierre deux coups, le directeur régional Oaci pour l'Afrique centrale et de l'ouest a profité de son séjour à Douala et dans l'espace aéroportuaire pour visiter le chantier de construction d'un champ d'énergie solaire destiné à appuyer l'aéroport international de Douala et à réduire la pollution. Ce champ d'énergie solaire devra produire de l'électricité qui alimentera les avions, les groupes électrogènes et permettra aux aéronefs d'économiser des énergies et donc de réduire la pollution environnementale.

ALAIN NJIPOU

ESSOS

Des enfants de messe dérobent la caisse de construction

Venus préparer la messe de 18h du dimanche 11 novembre 2018 à la paroisse « St Jean L'Evangeliste d'Essos », des enfants de chœur décident d'emporter le panier de la quête de construction du culte de 6h30.

Il est environ 16h à Yaoundé précisément au lieu dit Chapelle Essos, lorsque Kingue et Ndono arrivent à la paroisse « St Jean L'Evangeliste d'Essos ». Ils sont astreints comme le veut les us de l'Eglise à la préparation de la messe œcuménique de 18h. Comme eux, Mama Philomène, sacristaine de cette paroisse, est venue elle aussi ranger l'autel pour la même messe. C'est cette dernière qui constate qu'une des six caisses de la quête de construction a disparu. Suppliant ces enfants de la lui remettre, ces derniers vont jurer n'avoir rien pris. « Je vous en supplie, remettez-moi cette caisse. Je ne vous ferai rien. En plus de cela, nous sommes seulement à trois ici. Je sais que c'est vous qui l'aviez prise. S'il vous plaît remettez-moi la caisse » implore la sacristaine.

Face au refus des présumés voleurs, Mama Philomène appelle le prêtre. Lequel, très occupé par les préparatifs de la célébration, confie à un diacre la mission de s'occuper de cette affaire. « Ndono et Kingue, s'il vous plaît, je voudrais la caisse que vous avez volé. Vous savez très bien que cet

argent servira à arranger notre paroisse. En plus de cela, vous êtes des enfants de chœur, vous êtes censés refléter le bon exemple dans notre communauté paroissiale », implore le diacre. Se rendant compte qu'en utilisant la manière douce, rien ne sera fait, il décide de les molester copieusement.

La douleur de la correction oblige Kingue à rendre le panier. « C'est Ndono qui a dit qu'on aille la mettre dans la salle réservée pour les chorales. Il m'a dit qu'après la messe, on allait partir la casser chez lui », confesse-t-il. Cette corbeille contenait une somme de 150000Fcf. Agé de quinze ans, ces servants de messe ne sont pas à leur premier forfait du genre. Aussitôt informé, le curé a convoqué les parents de ces malfrats qui sont par ailleurs toujours attendus.

Phanie ENYEGUE
(Stagiaire)

ME YONDO BLACK (*) ÉCRIT AUX FORCES ARMÉES

« Constitution sans culture constitutionnelle n'est que ruine du Constitutionnalisme »

Les avis émis
dans ces pages
n'engagent que
leurs auteurs

disait Dubois de Gaudusson.
En d'autres termes, les mots sans assimilation et pratique des concepts restent au niveau des slogans et ne servent qu'à donner un vernis positiviste à une démarche, à un processus.

La démocratie, dans un Etat moderne, signifie, **en parler simple**, le gouvernement du peuple par le peuple et se fait par délégations de pouvoirs à ses représentants.

Elle reste une curiosité dans de nombreux pays de l'Afrique subsaharienne, et particulièrement ceux d'Afrique centrale, en ce sens qu'impliquant que le pouvoir se conquiert et se conserve non par la force, ou les armes, mais par le jeu pacifié des rapports politiques conflictuels au travers d'élections disputées, on assiste plutôt à de loufoques mises en scène avec une totale absence de régulation juridique entre les différents acteurs politiques en course.

Il s'agit ici de culture démocratique qui devrait consacrer un processus intelligent et consensuel, avec comme priorité le respect de la Constitution par tous les acteurs politiques, loin de la violation ou des contournements permanents des règles existantes à l'occasion des révisions constitutionnelles, bien loin de l'instrumentalisation dont elle est si souvent l'objet.

La culture démocratique suppose également et surtout un effort d'imagination, et particulièrement dans le cas de l'élection majeure au suffrage universel du président de la République, chef de l'Etat, pour éviter tout questionnement, toute contestation au sujet de la légitimité du candidat déclaré élu. Car une élection ne s'arrête pas au moment du seul vote, ou de la proclamation officielle des résultats, puisque le socle de la démocratie est la garantie de la capacité à contester librement.

Il est important que le principe de la séparation de pouvoirs soit respecté, à l'exécutif de gouverner sous le contrôle du législatif, au législatif de légiférer et au judiciaire de juger en toute indépendance sans interférence de l'un dans l'autre.

La démocratie implique le respect du libre jeu des institutions que le peuple s'est librement donné, sachant que si ce libre jeu n'est pas effectif, cela peut entraîner une révolte qui peut aller jusqu'à l'insurrection, au refus d'obéissance à des ordres illégitimes, la désobéissance civile et se posera alors un problème de rapport de forces qui peut accoucher d'une guerre civile.

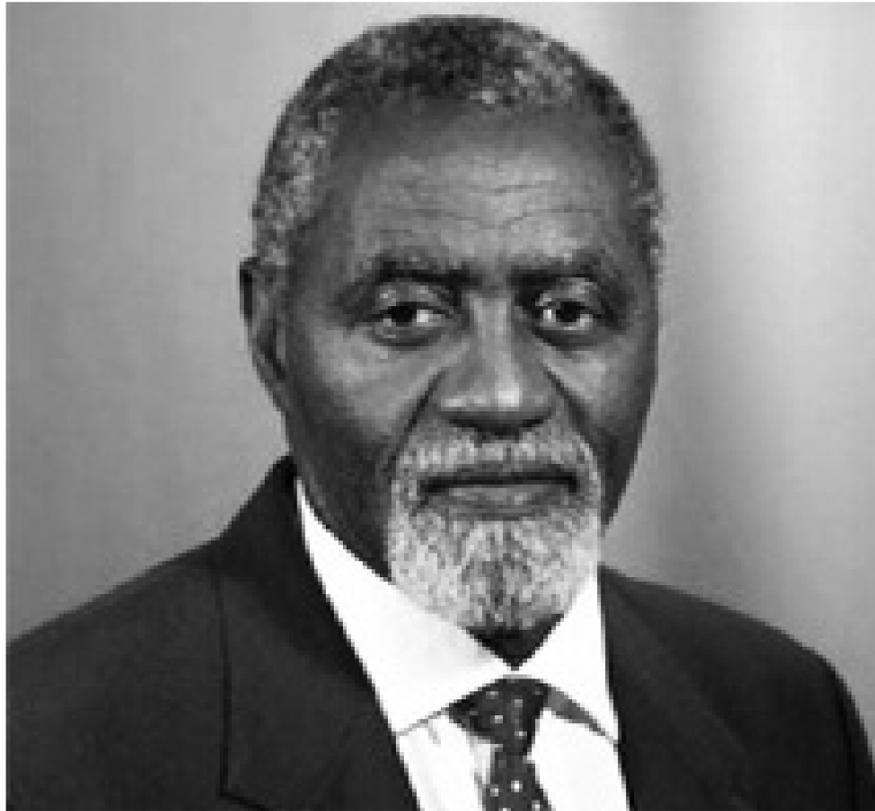
Et c'est là toute la complexité du jeu politique qui reste réservé aux politiciens seuls et à leurs troupes, parce que s'exerçant dans un champ consacré aux seuls initiés déclarés, fonctionnant avec des codes admis par les lois et non autorisés à d'autres institutions et corps non admis.

Ma démarche a été bien comprise : ce champ n'est ni ouvert à l'armée, ni couvert par celle-ci, et les années 90 sont là pour nous rappeler que des luttes ont été menées pour consolider les principes de la démocratie et de l'Etat de droit.

Dans ce jeu des institutions coexistent les forces armées.

Les « forces armées » sont responsables de la défense du Cameroun : défense du territoire, défense des institutions, défense des hommes et des biens face à toutes forces extérieures. Hormis cela, on dit communément l'armée dans la caserne.

Cependant en revisitant l'histoire récente des pays d'Afrique subsaharienne, on constate qu'une longue tradition de participation à la gestion du pouvoir a fait des armées des acteurs politiques incontournables - d'une certaine manière - plutôt que des groupes socio-professionnels exclusivement en charge de la défense du territoire national. La vie politique y reste encore rythmée par une intrusion régulière de l'armée dans le champ politique, alors que le nouveau type de constitutionnalisme est censé mettre fin à cette ingérence - à un niveau quelconque du processus - et faire de l'élection, sans ce



soutien, la source unique de la légitimité.

Cette intervention périodique et spectaculaire de l'armée dans le champ politique remet donc en cause le processus démocratique amorcé depuis la fin des années 90 et conforte l'idée que l'Afrique serait condamnée aux régimes autoritaires et aux aventures non-démocratiques. Ce qui ne nous honore pas !

Il existe une totale incompatibilité de principe entre la démocratie et la violence armée, même dans le cas de simples arrestations arbitraires de militants, de journalistes ou de tout autre citoyen. Ces interventions fragilisent la démocratie, car elles offrent à voir un goût d'inachevé et donnent l'impression que l'armée est au service d'un homme et d'un régime.

Et c'est là qu'il faut, ensemble, crever l'abcès !

Dans l'une de mes interventions je disais, m'adressant à nos frères des forces armées face à l'homme de M'voméka qui entendait conserver vaille que vaille le pouvoir « **nous allons désormais lui opposer une nouvelle forme de résistance inédite en appelant à la responsabilité de l'ensemble des corps habillés qui doit comprendre que son sort est lié à celui du peuple qu'il est censé protéger** »

Nulle part au monde on n'a vu une armée gagner une guerre contre son peuple. Nos frères de la partie anglophone posent au pouvoir un problème politique ; celui-ci lui oppose la force armée pour que « L'ordre (**son ordre**) règne par tous les moyens ». Le dialogue attendu en pareilles circonstances est renvoyé aux calendes grecques. Jusqu'à quand sera-t-il donc insensible au sang qui coule ? Sans compter l'économie du pays qui court à la ruine.

Les éléments de l'armée ont tous juré de servir avec honneur et fidélité, et dans ce serment nous entendons bien : fidélité à la nation, fidélité au peuple, fidélité à la République ! Et nulle part fidélité à un homme, fût-il le premier d'entre nous.

Nous devons convoquer les relations du couple " Armée et Démocratie ".

Je l'ai déjà dit sous une autre forme, la structure de l'armée en elle-même doit sortir de la forme prétorienne. Et nous le savons tous, beaucoup de pays annoncent les couleurs en baptisant la garde rapprochée du président de la République du nom de « **garde présidentielle** » en lieu et place de la « **garde républicaine** », lui donnant ainsi l'image d'une force, - soit-dit en passant, suréquipée - au service d'un homme et non constituée pour la

défense nationale, et fondée généralement sur des bases ethniques car constituée majoritairement d'une ethnie, celle du chef de l'Etat.

Je suis même convaincu que l'armée peut, et a l'impérieux devoir de venir au secours de la démocratie dans certains cas, notamment devant le refus de certains dirigeants politiques face aux changements revendiqués par la majorité des citoyens, autrement dit revendiqués par le peuple souverain ou face aux dérives autoritaires d'un chef d'Etat ; elle apparaît dans ce cas comme le dernier recours. On a donc dans cette optique deux formes d'intervention : soit fondatrice, soit correctrice, toutes convergeant vers la défense et la sauvegarde des intérêts du peuple souverain.

La normalisation du couple " Armée et Démocratie " passe nécessairement par la consolidation de la culture démocratique et aussi par la construction d'une armée au service de la nation. Et pour bien illustrer notre propos, empruntons à Hutchul (1989) pour qui l'armée doit être considérée comme " une entité **institutionnelle** comme une autre, comme un microcosme social en lien direct avec la société. C'est-à-dire un système social et idéologique complexe lié par des discours, des pratiques, des sociabilités, et qui prend part, comme d'autres institutions, à la mise en place et à la défense d'un ordre et de solidarité dans le cadre d'un processus de construction politique. "

Dans une démocratie digne de ce nom, l'armée n'est pas et ne saurait être un acteur politique... ou simple partisan d'un camp dans le jeu politique traditionnel. Elle est soumise au pouvoir civil et elle doit assurer la fonction que lui assigne la Constitution, c'est-à-dire la défense de la souveraineté nationale.

Car dès qu'elle sort de ce cadre pour s'immiscer dans le jeu partisan, elle va user de la force légale, et à un certain degré sa force de feu, dont elle dispose et que lui a déléguée ce même peuple qu'elle va réprimer pour protéger les intérêts d'un homme et faire allégeance à un système, à un régime et susciter colère, sarcasmes et surtout terreur. Et lorsqu'on arrive à une telle situation, c'est le pays tout entier qui subit une sorte de castration symbolique.

Et c'est toutes ces dérives qu'il faut éviter à une société en construction et si menacée par les replis identitaires favorisés et planifiés par l'élite de prébendiers amateurs des bals de vautours.

Ensemble, nous pouvons y arriver car ce n'est pas la qualité intrinsèque des hommes de troupes qui est en cause,

encore moins la formation des officiers supérieurs, très souvent issus des meilleures écoles. Ce qui manque le plus ce sont les motivations et le sens de la mission qui leur est confiée.

Et ici, aussi la conscience individuelle est convoquée au regard de l'évolution des lois et traités internationaux qui rappellent la distance critique à observer entre légalité et légitimité d'un ordre. Cela se passe de tout commentaire !

Il faut envisager dès maintenant pour nous arrimer à la modernité, et dans le cadre d'une refonte de l'institution militaire dans son organisation et fonctionnement internes, aller au-delà de l'amorce des chantiers tels que l'amélioration des conditions de travail et de vie des militaires, pour aborder celui de ses rapports avec la société en passant par la professionnalisation pour avoir une armée à la fois opérationnelle, efficace et républicaine.

Il faut absolument changer de paradigme et tourner le dos au tout répressif de l'armée sur le peuple qui pourtant l'habille et lui donne à manger, pour qu'enfin l'armée, la police et les services de renseignements cessent d'être des sources de conflits et d'insécurité pour leurs concitoyens.

Et pour cela, il faut oser la transformation de fond en comble de l'institution militaire, comme cela s'est passé en Afrique du Sud postapartheid où l'armée soutenue par des forces armées pro-gouvernementales se consacrait essentiellement à la défense du système politique de l'apartheid qui assurait la domination blanche, contre les mouvements de libération de la majorité noire... et c'était LEGAL !

La transformation opérée et dont nous pouvons nous inspirer fut adossée sur le principe d'assurer que l'armée, la police et les autres organes de sécurité mettent au rang de " préoccupation primordiale " la SECURITE de la POPULATION ", la protection de ses libertés, de sa sécurité et de l'ordre public.

En Afrique du Sud ce processus a été accompagné de mesures visant à renforcer le contrôle des autorités civiles sur ces forces, dont celui du Parlement, tant et si bien qu'au fil des années, la réorganisation et la formation ont fait de l'armée et de la police des forces hautement professionnelles qui consacrent leurs efforts à combattre la criminalité et les autres formes d'insécurité dans le pays tout en contribuant à des opérations de maintien de la paix internationale en Afrique et dans le monde.

Faut-il rappeler les éléments qui ont contribué à accompagner cette mutation ! Un Etat fort, une économie solide et la gestion de la transition par les Sud-Africains eux-mêmes par une prise en mains de leur destin.

Sortis ragaillardis de cette brève escapade en Afrique du Sud, comment ne pas oser ensemble autre chose : écrire au fronton de la République que " **les forces armées sont républicaines, qu'elles sont au service de la nation tout entière** " ! Jamais, plus jamais, elles ne protégeront un homme, un système, un gouvernement, mais **elles défendront la démocratie et assureront la sécurité des hommes et des biens de manière effective, en tout honneur et avec fidélité... à la nation et à la République !**

Les pays du monde viennent de participer à Paris à une grande messe pour la paix, le Cameroun, notre cher pays, n'y était pas. N'oublions pas que le monde est devenu un grand village planétaire, nous ne pouvons pas vivre en autarcie. L'isolement commence à faire jour. Prenons-y garde. "Frappe-toi le cœur, c'est là qu'est le génie".

J'ai dit. /

(*) Ancien Bâtonnier de l'ordre
693 05 65 70 – 696 35 92 71
E-mail : ejengueleyondo@yahoo.fr

Congo-Brazzaville: l'ONU juge arbitraire la détention du général Mokoko

L'ONU épingle le Congo-Brazzaville sur sa gestion du cas Jean-Marie Michel Mokoko. Le général, candidat de la présidentielle de 2016, a été condamné en mai dernier à 20 ans de prison ferme pour atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat et détention illégale d'armes et munitions de guerre. Ses avocats ont déposé des pourvois pour contester cette décision. Ils affirment attendre une date pour cela, mais ils avaient également saisi le groupe de travail de l'ONU sur la détention arbitraire. Et ce groupe estime finalement que la détention du général est arbitraire.

Le groupe de travail de l'ONU sur la détention arbitraire préconise même la libération immédiate du général Jean-Marie Michel Mokoko. « *Préconise* », car ce groupe de travail rend des avis consultatifs, non contraignants pour les Etats donc. Mais c'est tout de même l'avis d'un organe onusien. Il est rattaché au Haut-Commissariat aux droits de l'homme. C'est donc depuis Genève, en Suisse, que le dossier a été examiné.

Un examen finalement plus rapide que prévu, car seuls les arguments des avocats du général ont été étudiés. En mai dernier, le groupe de travail a pourtant sollicité le gouvernement congolais, lui donnant jusqu'au 3 juillet pour donner sa réponse. Or, le 12 juillet seulement, les autorités congolaises ont demandé à prolonger le délai. Refus du groupe de travail puisque ce délai était déjà forcé.

Résultat : ces experts estiment que le



gouvernement a décidé de ne pas contester les allégations de la défense de **Jean-Marie Michel Mokoko**. Des allégations jugées « *à première vue crédibles* ». Sur cette base, l'avis conclut que l'assignation à domicile et la prolongation de la détention du général en 2016 manquaient de

fondement légal. L'avis note également une ingérence substantielle des autorités congolaises dans le droit à un procès équitable.

Les experts onusiens en déduisent donc que les mesures appropriées seraient de libérer Jean-Marie Michel

Mokoko, de lui ouvrir droit à réparation, une indemnisation notamment. Enfin, les experts exhortent le gouvernement congolais à ouvrir une enquête complète et indépendante sur les circonstances entourant cette détention arbitraire.

Rfi

Procès Gbagbo: la fiabilité des sources remise en cause par la défense

Laurent Gbagbo est donc de retour à la barre de la Cour pénale internationale. L'ancien président de Côte d'Ivoire est dans le box des accusés, aux côtés de Charles Blé Goudé, l'ex-leader des Jeunes patriotes. Tous deux sont poursuivis pour crime contre l'humanité. Les dernières audiences ont permis à la défense de plaider l'acquittement et d'exposer son argument principal, le manque de fiabilité du dossier du procureur.

Pour la défense, le dossier du procureur comporte de nombreuses anomalies, à commencer par une définition de sa thèse qui n'est pas établie, **manque de preuves** pour définir l'existence d'un plan commun établi par un cercle restreint de l'ancien président, qui aurait commis des violences pour se maintenir au pouvoir. Des preuves, qui de manière générale, sont peu fiables et dont l'authenticité est largement remise en question par la défense.

Cette dernière journée d'audience a mis en lumière une question importante : comment trouver des sources fiables en période de crise ? Un point déjà soulevé par le procureur qui assure que ses sources, replacées dans leur contexte, ont de la valeur. Mais aux yeux de la défense, il s'agit là d'une faille.

Les avocats de Laurent Gbagbo en sont convaincus : le bureau du procureur a eu libre accès aux personnes ressources dès 2011. Ils remettent en question la proximité entre les autorités et l'équipe du procureur.

« *Il ressort clairement que le procureur*



a collaboré étroitement avec les autorités ivoiriennes pour mener ses enquêtes dès 2011. Nous savons que Jean-Pierre Mignard, avocat d'Alassane Ouattara, a transmis au procureur le 21 mars 2011, donc en plein milieu de la crise, un rapport sur la situation humanitaire en Côte d'Ivoire, établi à la demande d'Alassane Ouattara », explique Me Jennifer Naouri, avocate de la défense.

Des documents douteux pour la défense

La défense doute donc de l'authenticité de nombreux documents militaires, du registre de la résidence, et de papiers d'état civil fournis par l'accusation.

Exemple pour Me Naouri avec le permis d'inhumer d'une victime établi par la

mairie d'Abobo : « *Ce permis d'inhumer est daté du 3 mars 2011. Comment est-il possible qu'un permis d'inhumer ait été délivré le 3 mars 2011, alors que la mairie était fermée ? Ce document qui pouvait paraître authentique est, à l'évidence, un faux qui a l'air d'un vrai. Et si ce permis d'inhumer est un faux, qu'en est-il des autres documents qui ont le cachet de la mairie d'Abobo ?* »

La défense pointe aussi du doigt le manque de crédibilité des preuves utilisées par l'accusation pour prouver qu'il y a eu des tirs de mortiers sur le marché Siaka Koné le 17 mars 2011. Pour elle, les vidéos montrées par le procureur ne sont pas fiables : ces vidéos, souligne la défense, n'ont pas été authentifiées.

« *Certaines pièces sont falsifiées* », « *ce sont des montages* », affirme Me Jennifer Naouri, qui n'hésite pas à parler de manque de rigueur du procureur. Ce dernier, souligne Me Naouri, n'a pas jugé utile de mener des tests ADN sur les corps de victimes. Face à ces critiques, le substitut du procureur, Eric MacDonald, reste de marbre, enfoncé dans son fauteuil.

Dans cet état d'esprit, la défense estime que le dossier ne tient pas. Et qu'il est bien difficile de prouver la responsabilité de son client dans les violences survenues en 2010 et 2011. Et dans la galerie, qui surplombe la salle d'audience, les fidèles de l'ancien président ivoirien, n'hésitent pas à éclater de rire par moments, affichant leur soulagement.

Rfi

Mali: au moins 3 morts dans un attentat à la voiture piégée à Gao

Au Mali, un attentat à la voiture piégée dans la ville de Gao a fait au moins trois morts dans la soirée du 12 novembre. Dans un communiqué, le ministère de la Sécurité parle également de deux autres blessés en précisant que le bilan n'est pas définitif. L'attaque semblait viser des contractuels de la Minusma, la mission de maintien de la paix de l'ONU dans le pays, et a été revendiquée par le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM).

Autour de 19h, heure locale, ce 12 novembre, une voiture piégée est entrée dans la cour d'une résidence occupée par des contractuels de la mission de maintien de la paix au Mali de l'ONU, la Minusma, à Gao. « *Ces logements étaient ceux des démineurs des Nations unies* », expliquent plusieurs sources proches des autorités.

« Malheureux incident »

« *L'explosion de la charge a coûté la vie à trois civils, blessant deux autres* », indique le ministère malien de la Sécurité, selon un bilan provisoire qualifiant cet événement de « *malheureux incident* ».

Sur les réseaux sociaux, le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) revendique rapidement l'attaque kamikaze. Selon ce communiqué, la cible était une base des forces britanniques, allemandes et canadiennes, située dans

le centre de la ville de Gao.

Pour l'heure, la nationalité des victimes ou des blessés n'a pas été confirmée. Dans la soirée, les forces de défense et de sécurité ont sillonné la ville et les populations locales sont invitées à respecter les consignes de restriction de mouvement.

Rfi

PRÉPARATION CAN FÉMININE 2018

Les Lionnes indomptables dynamitent la Zambie

En stage d'acclimatation à Abidjan en Côte d'Ivoire depuis cinq jours, l'équipe nationale du Cameroun a largement dominé les Shepolopolos sur le score de 7 buts à zéro lundi dernier. Une preuve de leur bel état d'esprit à trois jours de la compétition qui s'ouvre dans quatre jours au Ghana.

Sept coups de griffes ont suffi pour abattre la « proie » ! Sept coups de canon pour dynamiter la caserne des Shepolopolos. Un adversaire qui n'a pas eu la chance de résister à la furia des attaquantes de la sélection nationale féminine du Cameroun. Pour une mise en bouche en attendant le plat de résistance le 17 novembre prochain, les pouliches du sélectionneur Joseph Ndoko se sont plutôt régalingées. A la vérité, l'opposition n'était pas véritablement de taille lundi dernier alors que les Lionnes indomptables ont largement pris le dessus sur les Zambiennes. Quoiqu'étant un match de préparation où les équipes peaufinent leur stratégie en vue de la compétition, la confrontation a montré l'ultra domination des vice-championnes d'Afrique, déterminées à rendre une copie sans faute lors du rendez-vous ghanéen qui démarre dans trois jours en terre ghanéenne.

L'avantage c'est que cette répétition des gammes va certainement réjouir le staff technique qui a récupéré l'ensemble de son groupe il y a seulement quelques jours. Les buts du Cameroun portent l'estampille de Jeannette Grâce Ngock Yango qui s'est offert un doublé ; tout comme Gabrielle Aboudi Onguene et Nchout Ajara Njoya. Pour clôturer le festival de buts, Michaëla Abam va inscrire un bijou. La native de Houston au Texas qui fête son baptême du feu avec les Lionnes, annonce les couleurs, synonyme d'une Can certainement riche en spectacle et en buts. De quoi rassurer les fans qui brûlent d'impatience de voir le



Cameroun sortir vainqueur du groupe A dont la composition présage, au regard du rang aux bourses des valeurs de la fédération internationale de football association (Fifa), une compétition plutôt aisée.

Revanche

Gaëlle Enganamouit et ses camarades, finalistes en 2016, 2014, 2004 et 1991, affronteront le Ghana, pays hôte, tête de série comme le Nigeria. Le Mali et l'Algérie essaieront de jouer les trouble-fêtes dans cette poule quoique les Lionnes indomptables partent logiquement archi favorites. En clair, la première place devrait se jouer avec les vice-championnes d'Afrique qui aborderont ce tournoi avec un arrière-goût de revanche. Le groupe B est sans aucun doute celui de la mort avec l'octuple champion d'Afrique en titre, le Nigeria, l'Afrique du Sud, autre géant du football féminin sur le continent, la Zambie et le Kenya, dernière équipe à obtenir son ticket suite à la disqualification de la Guinée équatoriale. Les deux premiers de chaque groupe se disputent les demi-finales. Un match de la troisième place est également prévu. Le tournoi sert de qualification pour la coupe du monde féminine de la Fifa, France 2019. Les 3 premiers

obtiendront leur ticket. Les villes d'Accra et de Cape Coast abriteront les rencontres de cette 11^{ème} édition de la Can féminine.

Le trophée ou rien

Si beaucoup voient déjà le Cameroun en finale, il reste que le souvenir de ce que l'on est en droit de baptiser le « Grenoble » est encore vivace dans les esprits. Plombées par des problèmes administratifs qui ont contribué à dérailler les ambitions de Joseph Ndoko ; soumises à un long voyage sans avoir du temps pour récupérer et sevrées d'une préparation digne, les félins sont revenues de la France le 09 octobre, avec une valise (0-6). L'insoutenable calvaire dont elles ont été victimes à la veille de ce match à vite oublier, n'a eu d'égal que cette contreperformance qui est venue noircir la belle prestation qu'elles ont livrée au tournoi Cosafa le mois dernier. Reste plus qu'à espérer que cette fois, les félins, malheureuses finalistes en 2016 à Yaoundé face à la redoutable équipe des Super Falcons, auront le moral suffisamment haut pour surclasser le tournoi et enfin se hisser à la première marche du podium.

C.T.

BASKETBALL-NBA

Pascal Siakam, élu joueur de la semaine dans la conférence Est

C'est une grande première pour ce basketteur camerounais de 24 ans, qui a pris une nouvelle dimension depuis le début de la saison 2018-2019 de Nba.

Comme chaque lundi, la Nba a dévoilé lundi dernier la liste des joueurs qui se sont démarqués la semaine précédente. Dans la conférence Est, le Camerounais Pascal Siakam, sociétaire des Raptors de Toronto, a raflé la mise. Déjà intéressant la saison passée, l'ailier fort des Raptors a pris une nouvelle dimension depuis la reprise. Pascal a été l'un des grands artisans des trois victoires des Raptors en autant de matchs. Le Camerounais a compilé 20 points et 4.3 rebonds avec une énorme efficacité aux shoots de 72.4%. Ce trophée de joueur de la semaine a permis cette fois de mettre en lumière la progression de Pascal Siakam.

Il a amorcé la semaine en amassant 16 points et sept rebonds contre le Jazz de



l'Utah, le 5 novembre dernier. Il a obtenu 21 points contre les Kings de Sacramento, mercredi, avant de récolter 23 points, un sommet au cours de sa carrière, contre les Knicks de New York, samedi. A l'Ouest, c'est aussi un nouveau joueur qui a été distingué. CJ Mc Collum a décroché la timbale avec trois victoires en trois matchs pour les Blazers et des moyennes de 25.7 points, 4.3 rebonds et 3 passes sur la période.

Saison remarquable

Pascal Siakam est né le 2 avril 1994 à Douala au

Cameroun. Il a passé deux années universitaires à l'université d'État du Nouveau Mexique où il a joué pour les Aggies entre 2014 et 2016. Au terme de sa dernière année, il a reçu le trophée du meilleur joueur de l'année de la Western Athletic Conference. Il est sélectionné le 23 juin 2016, par les Raptors de Toronto, à la 27^e position de la Draft 2016 de la Nba. Siakam signe le 9 juillet son contrat rookie avec les Raptors. Puis, il participe à une rencontre de la Nba Summer League 2016 de Las Vegas où il marque 12 points

et prend 2 rebonds en 15,2 minutes.

Le Camerounais est devenu le huitième joueur de l'histoire des Raptors à être nommé le joueur de la semaine. Il a rejoint De Mar De Rozan (10 fois), Vince Carter (sept), Chris Bosh (sept), Kyle Lowry (quatre), Mike James, Jalen Rose et Lou Williams. Avec un début de saison remarquable et ce trophée de joueur de la semaine, Pascal Siakam se positionne clairement dans la course au Mip.

Marie Louise MAMGUE

EN BREF

ELIMINATOIRES CAN U-23
Des renforts en béton pour Rigobert Song

Du lourd, du costaud dans la tanière des bébés Lions ! Vendredi, la sélection des moins de 23 ans du Cameroun reçoit le Tchad à l'occasion du premier tour aller des éliminatoires de la coupe d'Afrique des nations de la catégorie. Nommé sélectionneur de cette équipe le mois dernier, Rigobert Song est en train de bâtir un groupe prometteur sur le papier. En effet, après avoir dévoilé une première liste constituée quasiment exclusivement de locaux, le technicien a réussi à convaincre plusieurs expatriés qui viennent de rejoindre la Tanière au cours des dernières heures. Parmi eux, on retrouve l'ailier du Bayern Munich, Franck Evina (18 ans), apparu à deux reprises en équipe première la saison dernière et passé professionnel en mai. Né à Yaoundé et ex-international U18 allemand, le jeune talent a répondu favorablement à l'appel de la patrie. Un renfort très intéressant pour les U23 mais aussi à l'avenir pour les A (si Evina ne change pas d'avis d'ici-là). Les joueurs Hervé Ngan (Rc Strasbourg), Duplexe Tchamba (Rc Strasbourg), Fabrice Ngah (Difaa El Jadida), Samuel Oum Gwet (Rheindorf), Hongla Martin (Grenada), Eteki Yan (Ud Almeria), Ayuk Eric (Osmanlispor) et surtout Ignatius Ganago (Ogc Nice) ont également rejoint le groupe. Auteur de 2 buts en 16 matchs en professionnel avec Nice, ce dernier, âgé de 19 ans, constitue lui aussi un bel espoir. En tout cas, l'aura dégageé par Magnan qu'accompagne Guy Feutchine, Raymond Kalla Nkongo et Souleymane Hamidou semble faire son effet auprès de la jeune génération.

FRANÇOIS OMAM BIYIK
« Les binationaux ont des choses à prouver »

Le sélectionneur des Lions indomptables Clarence Seedorf a placé son bail à la tête de la sélection nationale fanion sous le signe du rassemblement, de la réconciliation de tous les fils du pays. Outre Adrien Tamézé de l'Ogc Nice en France, Jeando Fuchs de Sochaux, Paul-Georges Ntep et autres footballeurs d'origine camerounaise mais ayant déjà évolué sous les couleurs d'un pays étranger, le technicien néerlandais a battu le rappel des troupes. Interrogé par nos confrères du site lagazetteolympique.com, François Omam Biyik réagit à la question de la convocation des binationaux en équipe nationale. « Je crois que ce sont des professionnels. Ils ont envie de faire leur carrière et c'est quelque chose de très fort pour un footballeur de jouer en équipe nationale. Ils ont certes grandi en France, en Suisse... Ils ne savent pas certainement grand-chose sur le Cameroun, mais ils sont Camerounais dans l'esprit et c'est ça le plus important. Ils sont jeunes, ils viendront avec une motivation supplémentaire et voudront montrer qu'ils ont des choses à prouver. Il y aura forcément un problème d'adaptation, c'est à l'encadrement de savoir apprécier la situation. Il faut les motiver et progressivement, ils vont entrer dans le bain. Il n'y a plus de doute sur leur valeur en tant que footballeurs. Il faut bien entendu l'esprit lion pour être bien en sélection, mais cela peut se cultiver au fil des matchs. Les coéquipiers, le staff technique et même le public ont un rôle important à jouer », explique l'ancien international.

Rassemblés par C.T.